



CONGRÈS VIRTUEL

RÉSOLUTIONS ET MODIFICATIONS AUX STATUTS 2022



**EXIGEONS MIEUX ET
VOTONS ENSEMBLE
POUR L'ONTARIO
QUE NOUS MÉRITONS**



CUPE-SCFP
Ontario

RÉSOLUTIONS

Rapport du Comité des résolutions

C'est un honneur de siéger au Comité des résolutions pour le Congrès du SCFP-Ontario de 2022. Nous sommes conscients que nous vivons une période très difficile. Tout en reconnaissant les nombreux obstacles qu'impose la tenue d'un congrès virtuel, nous sommes confiants que, ensemble, nous relèverons ce défi. Nous, les membres du Comité, espérons avoir servi dans le meilleur intérêt du SCFP-Ontario et de tous ses membres, sections locales, secteurs, comités et conseils.

Les membres nommés au sein du Comité des résolutions sont représentatifs des secteurs du SCFP-Ontario. Le Comité s'est réuni les 16 et 17 mars 2022 afin d'examiner toutes les résolutions dûment présentées à la Division de l'Ontario du SCFP par des sections locales, des comités, des conseils et le Conseil exécutif. Le Comité des résolutions a examiné 77 résolutions et corrigé le formatage et la grammaire au besoin.

Le Comité des résolutions décidera quelles résolutions seront présentées au Congrès virtuel et si une résolution sera jugée comme en couvrant une autre, advenant le cas où le contenu des résolutions serait similaire.

Nous sommes conscients que pendant les congrès, les délégués discutent souvent avec le Comité des résolutions pour poser des questions ou préconiser que des résolutions soient présentées au Congrès. Cette interaction est importante et appréciée; vos questions sont les bienvenues et nous encourageons les membres à continuer leur lobbying par courriel à resolutions@cupe.on.ca.

Veillez noter que conformément au paragraphe 4 (i) des Statuts du SCFP-Ontario, les résolutions d'urgence doivent être envoyées par courriel à resolutions@cupe.on.ca.

Nous tenons à souligner le travail des membres du personnel du SCFP-Ontario, du Conseil exécutif et des conseillers syndicaux et à les remercier pour leur soutien et leur travail acharné au cours de ce congrès historique et unique. Nous tenons à souhaiter à tous les délégués, substituts, membres du personnel et invités un 58e Congrès annuel du SCFP-Ontario fantastique, productif et mémorable.

RÉSOLUTIONS

N^{os} des résolutions

Droits de la personne

Résolutions 1 à 11

Santé et sécurité / Travailleurs blessés

Résolutions 12 à 19

Politique et structure

Résolutions 20 à 28

Action politique

Résolutions 29 à 57

Construire la base

Résolutions 58 à 70

Éducation syndicale

Résolutions 71 à 77

Listes des acronymes

AIMH – ALLIANCE INTERNATIONALE POUR LA MÉMOIRE DE L’HOLOCAUSTE
AMO – ASSOCIATION DES MUNICIPALITÉS DE L’ONTARIO
C.-B. – COLOMBIE-BRITANNIQUE
CCSS – COMITÉ CONJOINT DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ
COVID – CORONAVIRUS
COVID-19 – CORONAVIRUS DE 2019
CSPAAT – COMMISSION DE LA SÉCURITÉ PROFESSIONNELLE ET DE L’ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL
ÉPI – ÉQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE
G20 – GROUPE DES 20
GRIPO – GROUPE DE RECHERCHE D’INTÉRÊT PUBLIC DE L’ONTARIO
IPC – INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
LGBT2+ – LESBIENNES, GAIS, BISEXUELS, TRANSGENRES, ALLOSEXUELS ET BISPIRITUELS
<i>LSST – LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL</i>
MROO – MUNICIPAL RETIREEES ORGANIZATION OF ONTARIO
NPD – NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE
OMERS – RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX DE L’ONTARIO
ONU – NATIONS UNIES
OT – PROGRAMME ONTARIO AU TRAVAIL
OTAN – ORGANISATION DU TRAITÉ DE L’ATLANTIQUE NORD
POSPH – PROGRAMME ONTARIEN DE SOUTIEN AUX PERSONNES HANDICAPÉES
PSSP – PRÉPOSÉ AUX SERVICES DE SOUTIEN À LA PERSONNE
SCFP – SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE
SFR – SEUIL DE FAIBLE REVENU
SGC – SURVEILLANCE DU GLUCOSE EN CONTINU
SSDSC – SERVICES DE SOINS À DOMICILE ET DE SOINS COMMUNAUTAIRES
US – ÉTATS-UNIS

Comité des résolutions

MEMBRE	SECTION LOCALE
Andrew Beecher	2191
Kathleen Webster	2361
Sheree Bean	148
Brandon Hunting	250
Carly Barnes	2977
Alexis Tseng-Chung	3798
Rose Mary Buote	6364
David Simao	Agent de liaison du Conseil exécutif du SCFP-Ontario
Dhananjai Kohli	Membre du personnel du SCFP-Ontario
Shadi Golic	Membre du personnel du SCFP-Ontario
Garyan Martin	Membre du personnel du SCFP-Ontario
Danny Scheibli	Membre du personnel du SCFP national
Nancy Murphy	Membre du personnel du SCFP national

RÉSOLUTIONS

Résolution n° 1

Présentée par la section locale 1281

Le SCFP-Ontario :

Élaborera, financera et mettra en œuvre une campagne de lutte contre la suprématie blanche afin de mettre à profit le guide « Reconnaître la suprématie blanche et y résister » élaboré par le Comité de la justice raciale.

Parce que :

- La suprématie blanche est la cause de tous les types de racisme et de la plupart des formes de discrimination.
- Pendant la pandémie, les communautés noires, autochtones et racisées ont subi des inégalités supplémentaires, comme l'accès au logement et la sécurité d'emploi.
- Pendant la pandémie, il y a eu une hausse des crimes haineux, comme le racisme à l'égard des Noirs, le racisme à l'égard des Autochtones, le racisme à l'égard des Asiatiques, l'islamophobie et l'antisémitisme.
- La suprématie blanche est une pandémie mondiale qui continue d'être un fléau au sein de notre syndicat et de nos collectivités, et il n'y a aucun vaccin qui peut la guérir. Le message du SCFP-Ontario doit être clair que la suprématie blanche n'a pas sa place au sein de notre syndicat et de nos collectivités et qu'elle doit être éradiquée.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 2

Présentée par la section locale 4207, le Comité de la justice raciale du SCFP-Ontario et le Comité des femmes du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

Élaborera et financera une campagne de lutte contre la suprématie blanche afin de mettre à profit le guide « Reconnaître la suprématie blanche et y résister » élaboré par le Comité de la justice raciale.

Parce que :

- La suprématie blanche est la cause de tous les types de racisme et de la plupart des formes de discrimination.
- Pendant la pandémie, les communautés noires, autochtones et racisées ont subi des inégalités supplémentaires, comme l'accès au logement et la sécurité d'emploi.
- Pendant la pandémie, il y a eu une hausse des crimes haineux, comme le racisme à l'égard des Noirs, le racisme à l'égard des Autochtones, le racisme à l'égard des Asiatiques, l'islamophobie et l'antisémitisme.
- La suprématie blanche est une pandémie mondiale qui continue d'être un fléau au sein de notre syndicat et de nos collectivités, et il n'y a aucun vaccin qui peut la guérir. Le message du SCFP-Ontario doit être clair que la suprématie blanche n'a pas sa place au sein de notre syndicat et de nos collectivités et qu'elle doit être éradiquée.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
-----------------------	---------	---------	---------

Résolution n° 3
Présentée par la section locale 4207

Le SCFP-Ontario :

1. Élaborera un programme provincial de défenseures des femmes qui assure que nous avons une défenseure au sein de chaque section locale affiliée et de chaque conseil régional. Ce sera la prochaine étape de la campagne « On vous croit ». La défenseure des femmes sera une membre du SCFP-Ontario de la section locale qui a reçu une formation pour occuper ce poste.
2. Élaborera des dispositions de négociation que les sections locales pourront utiliser pour négocier un programme de défenseures des femmes dans leur convention collective.

Parce que :

- La COVID-19 nous a montré que la violence à l'égard des femmes est une autre épidémie qui nécessite une attention immédiate.
- Les femmes ont besoin d'une défenseure qui est une représentante au travail spécialement formée qui aide les femmes avec des préoccupations comme le harcèlement au travail, la violence conjugale et les agressions.
- Les femmes qui sont dans des relations abusives risquent davantage d'être victimes de violence, voire même de mourir, lorsqu'elles tentent de quitter ou de mettre fin à tout contact avec l'agresseur.
- Il y a cinq fois plus de chances que des femmes parlent à une femme des problèmes de violence et de harcèlement.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 4
Présentée par le Comité des femmes du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

1. Élaborera un programme provincial de défenseures des femmes afin de renforcer les mécanismes pour les personnes qui ont besoin de soutien en raison de préjugés sexistes, de harcèlement sexuel et de violence. Le programme encouragera la présence d'au moins une défenseure au sein de chaque section locale et de chaque conseil régional. Ce sera élaboré dans le cadre de la prochaine étape de la campagne « On vous croit ». La défenseure des femmes sera une membre du SCFP-Ontario de la section locale qui a reçu une formation pour occuper ce poste.
2. Élaborera des dispositions de négociation que les sections locales pourront utiliser pour négocier un programme de défenseures des femmes dans leur convention collective.

Parce que :

- La COVID-19 nous a montré que la violence à l'égard des femmes est une autre épidémie qui nécessite une attention immédiate.
- Les femmes ont besoin d'une défenseure qui est une représentante au travail spécialement formée qui aide les femmes avec des préoccupations comme le harcèlement au travail, la violence conjugale et les agressions.
- Les femmes qui sont dans des relations abusives risquent davantage d'être victimes de violence, voire même de mourir, lorsqu'elles tentent de quitter ou de mettre fin à tout contact avec l'agresseur.
- Il y a cinq fois plus de chances que des femmes parlent à une femme des problèmes de violence et de harcèlement.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 5**Présentée par le Comité de la solidarité internationale du SCFP-Ontario**

Le SCFP-Ontario :

1. Sera solidaire des demandeurs d'asile et des réfugiés qui fuient les guerres et la répression partout dans le monde.
2. Soutiendra les demandes faites au gouvernement et aux autorités humanitaires, particulièrement en Europe, pour assurer le passage sécuritaire et sans discrimination et des protections qui permettront de sauver des vies pour toutes les personnes affectées par le conflit entre la Russie et l'Ukraine.
3. Enverra des lettres de protestation à l'ambassade de la Pologne, à l'ambassade de l'Ukraine et aux ambassades d'autres pays européens au Canada demandant le traitement juste et équitable des réfugiés racisés et dénonçant le racisme utilisé par les autorités dans ces pays pour empêcher les personnes qui ne sont pas blanches de fuir l'Ukraine.
4. Fera un don aux organisations de défense des réfugiés, y compris celles qui aident les réfugiés non blancs à fuir l'Ukraine.

Parce que :

- Selon des rapports crédibles, dont des rapports d'experts indépendants sur les droits de la personne des Nations Unies, depuis le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, « les Africains noirs, les ressortissants indiens, les ressortissants pakistanais, les personnes d'ascendance moyenne-orientale et d'autres ont transmis des rapports urgents documentant un traitement raciste et xénophobe qui menace leur vie » alors qu'ils tentent de fuir la violence en Ukraine.
- Les pays occidentaux ont souvent adopté des politiques et des pratiques de « deux poids deux mesures », de racisme et de discrimination au fil des ans à l'égard des demandeurs d'asile et des réfugiés d'Afrique, du Moyen-Orient et d'autres parties de l'hémisphère Sud.
- Tous les pays d'Europe, le Canada et les États-Unis doivent se conformer aux normes internationales relatives aux droits de la personne et mettre fin à leurs pratiques racistes et discriminatoires à l'égard des réfugiés.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
-----------------------	---------	---------	---------

Résolution n° 6**Présentée par la section locale 1281 et le Comité des jeunes travailleurs du SCFP-Ontario**

Le SCFP-Ontario :

1. Soutiendra le Comité des jeunes travailleurs afin de recueillir des données sur les jeunes travailleurs au sein de nos sections locales affiliées et parmi nos membres à titre personnel.
2. Créera un serveur de liste actif ou une liste de distribution afin d'informer les jeunes travailleurs de nos événements, activités, projets et programmes.
3. Encouragera les sections locales affiliées à faire participer les jeunes travailleurs aux activités de leur section locale, et offrira des possibilités de mentorat aux jeunes travailleurs afin qu'ils acquièrent des connaissances quant aux rôles de direction au sein d'une section locale.
4. Travaillera en collaboration avec le Comité des jeunes travailleurs afin de créer et de présenter une campagne de formation à l'intention des jeunes travailleurs et fournira des ressources et du matériel relatifs aux jeunes travailleurs aux membres.

Parce que :

- Les jeunes travailleurs sont disproportionnellement sous-représentés aux congrès et conférences du SCFP-Ontario.
- Les jeunes travailleurs de l'Ontario représentent une grande partie de nos membres mais ils connaissent des inégalités quant aux possibilités de prendre part aux activités de leur syndicat.
- Les jeunes travailleurs de l'Ontario sont sous-représentés dans le processus de prise de décisions politiques.
- Les jeunes travailleurs de l'Ontario ont une forte volonté et une détermination à changer notre avenir collectif, à s'impliquer dans la sphère politique et à être des futurs dirigeants du mouvement syndical.
- Pour assurer l'avenir de notre syndicat, le SCFP-Ontario doit adopter une approche proactive pour voir à ce que les jeunes travailleurs reçoivent une formation au sujet du syndicat et voir à ce qu'on leur permette de s'impliquer.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 7**Présentée par le Comité du triangle rose du SCFP-Ontario**

Le SCFP-Ontario :

Créer un *Prix du triangle rose* afin de reconnaître le travail important et essentiel qui est d'assurer la fierté et le soutien des membres LGBT2+ au sein de nos sections locales et de notre syndicat.

Parce que :

- Le Comité du triangle rose tient à reconnaître le travail important que font nos membres et nos sections locales pour soutenir, célébrer et alimenter un sentiment de fierté au sein de nos membres de la communauté LGBT2+.
- Comme pour les autres prix du SCFP-Ontario, soit le prix Solidairement, le prix Santé et sécurité, le prix Défenseur des travailleurs blessés et le prix Justice raciale, il est important que la lutte contre l'homophobie, la transphobie, la biphobie et d'autres formes de haine à l'égard des personnes diversifiées sur le plan du genre et des personnes non binaires soit officiellement reconnue et honorée.
- Le Comité du triangle rose veut témoigner de sa reconnaissance à l'égard des alliés et des camarades qui aident à soutenir, reconnaître et promouvoir les membres LGBT2+ à leur lieu de travail de tous les jours et dans le cadre de leur expérience syndicale.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 8
Présentée par la section locale 3903

Le SCFP-Ontario :

1. Rejettera l'inclusion des forces de sécurité de l'État – civiles et non civiles – au sein du mouvement syndical canadien, y compris, mais sans y être limité, la Gendarmerie royale du Canada.
2. Mettra fin à l'affectation de ressources, actuelle ou future, pour la syndicalisation des forces de sécurité de l'État.
3. S'efforcera d'améliorer la confiance à l'égard du SCFP-Ontario en soutenant les personnes victimes de violence policière et étatique et les mouvements créés pour s'attaquer à cette violence.
4. Parrainera une résolution à être présentée au SCFP national soutenant ce qui précède et soutenant les efforts de la Fédération du travail de l'Ontario et du Congrès du travail du Canada à cet effet.
5. Publiera une lettre soulignant cette position comme étant une valeur importante pour le SCFP-Ontario et le mouvement syndical canadien.

Parce que :

- La syndicalisation des forces de sécurité de l'État est à l'encontre des positions formulées par le SCFP contre les anciens projets de loi C-51 (2015) et C-59 (2018).
- Les forces de sécurité de l'État peuvent être utilisées pour réprimer les travailleurs en grève.
- Les forces de sécurité de l'État ont surveillé et réprimé des mouvements de justice sociale impliquant des membres du SCFP, dont la surveillance de militants autochtones et syndicaux par le biais du projet SITKA.
- Les forces de sécurité de l'État répriment les mouvements sociaux que le SCFP-Ontario soutient (par exemple : le Sommet du G20 de Toronto et le Movement for Black Lives).

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 9
Présentée par la section locale 3903

Le SCFP-Ontario :

1. Affirmera son opposition à la définition d'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (AIMH).
2. Publicisera largement sa ferme opposition à la définition de l'AIMH. Le SCFP-Ontario éduquera ses sections locales constitutives, ainsi que ses syndicats et confédérations associés (dont le SCFP national), afin de les encourager à s'opposer également à la définition de l'AIMH.

Parce que :

- Le SCFP-Ontario condamne l'antisémitisme, l'islamophobie, le racisme à l'égard des Noirs, le racisme à l'égard des Autochtones, la suprématie blanche et toutes les formes de discrimination religieuse, de racisme et de haine.
- La définition de travail d'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste a été utilisée pour museler ceux qui dénoncent de graves violations des droits de la personne du peuple palestinien, l'occupation et l'annexion illégales des territoires palestiniens, le traitement inéquitable des Arabes-Palestiniens en Israël, les violations israéliennes du droit international et le blocus inhumain de la bande de Gaza.
- Le gouvernement fédéral canadien a déjà adopté la définition de l'AIMH ainsi que ses exemples explicites. En octobre 2020, Doug Ford, le premier ministre de l'Ontario, a émis le Décret 1450/2020 qui déclarait que le gouvernement de l'Ontario adopterait et reconnaîtrait la définition de l'AIMH.
- En date du 30 mars, cinq sections locales du SCFP-Ontario ont adopté des motions contre la définition de l'AIMH (soit les sections locales 3903, 3906, 3907, 3908 et 4207).

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
-----------------------	---------	---------	---------

Résolution n° 10

Présentée par le Comité de la solidarité internationale du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

1. Condamnera l'invasion de la Russie en Ukraine et demandera qu'on y mette fin.
2. Demandera la fin de la militarisation de l'OTAN.
3. Condamnera le militarisme et l'implication du Canada dans les guerres et les agressions militaires à l'international.
4. Soutiendra les mouvements progressistes antiguerres et la solidarité internationale entre la classe ouvrière et les peuples de partout dans le monde.

Parce que :

- L'invasion de la Russie en Ukraine n'est pas justifiable, ses principales victimes sont des gens ordinaires en Ukraine et en Russie et des citoyens d'autres pays pris au piège pendant ce conflit.
- La guerre et la militarisation des dernières décennies ont tué et déplacé des millions de personnes, particulièrement dans l'hémisphère Sud.
- En 2017, le SCFP-Ontario a adopté une résolution contre le militarisme et la participation du Canada à des guerres et des agressions injustes à l'international.
- Des mouvements progressistes antiguerre de la base qui exigent la démilitarisation et la coexistence pacifique des peuples partout dans le monde doivent exercer des pressions sur les gouvernements et les superpuissances militaires, dont les États-Unis, l'OTAN et la Russie, afin de demander un dialogue transparent et des solutions diplomatiques à cette guerre.
- La guerre et la militarisation ont été utilisés comme prétexte partout dans le monde pour alimenter la haine, le racisme, la couverture et la propagande journalistiques discriminatoires, ainsi que les attaques contre les droits démocratiques et de la personne des gens, ainsi que leurs besoins essentiels comme un enseignement public, des soins de santé et des services sociaux gratuits, ainsi que des emplois et la sécurité d'emploi.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 11

**Présentée par la section locale 9112 – Conseil régional de Durham
Northumberland du SCFP**

Le SCFP-Ontario :

Travaillera avec le Comité du triangle rose et les membres afin de célébrer la Journée de la bisexualité, le 23 septembre de chaque année.

Parce que :

- Rendre visible l'existence des personnes bisexuelles est un élément important pour éradiquer la violence et la discrimination dont elles sont victimes.
- Les expériences vécues et l'orientation sexuelle même des personnes bisexuelles sont constamment rendues invisibles et questionnées, même dans nos espaces syndiqués.
- C'est une occasion de traiter des enjeux particuliers des personnes bisexuelles et de sensibiliser davantage les gens au sujet de la bisexualité et de célébrer la diversité et les différences au sein des communautés LGBTQ2IA+.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 12

Présentée par la section locale 1281, la section locale 3902, le Comité de la santé et de la sécurité du SCFP-Ontario et le Comité des jeunes travailleurs du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

1. Exercera des pressions sur le SCFP national afin qu'il ajoute des postes supplémentaires de conseillers nationaux en santé et sécurité.
2. Demandra que le SCFP national le fasse le plus tôt possible et fera un suivi en présentant une résolution au prochain Congrès national si aucune action n'a encore été prise.
3. Demandra précisément qu'au moins un (1) conseiller national en santé et sécurité par tranche de 50 000 travailleurs, ou une partie de celle-ci, soit affecté aux divisions du SCFP.

Parce que :

- Pendant la pandémie de la COVID-19, la Division de l'Ontario du SCFP a été desservie par deux (2) conseillers nationaux en santé et sécurité.
- Le SCFP national vient tout juste d'ajouter un poste pour desservir la Division de l'Ontario du SCFP.
- Trois (3) conseillers en santé et sécurité ne suffisent pas pour desservir les 250 000 travailleurs du SCFP en Ontario.
- La santé et la sécurité sont prioritaires pour les travailleurs. Elles doivent être prioritaires pour notre syndicat.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 13
Présentée par la section locale 3903

Le SCFP-Ontario :

Demandera au SCFP national d'augmenter le nombre de membres du personnel en santé et sécurité en Ontario à six au lieu des deux personnes actuelles (un francophone et un anglophone).

Parce que :

- Deux membres du personnel pour l'ensemble de la province ne suffisent pas pour régler les graves problèmes en santé et sécurité que nous vivons dans nos divers lieux de travail.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 14
Présentée par la section locale 3903

Le SCFP-Ontario :

Augmentera le nombre de spécialistes et de représentants des travailleurs blessés qui desservent toutes les régions de l'Ontario de manière équitable.

Parce que :

- La pandémie a causé des problèmes aux travailleurs blessés, problèmes quant à la planification d'un retour sécuritaire au travail qui nécessite une attention supplémentaire à ce moment-ci.
- Le nombre de demandes autorisées de la CSPAAT en 2020 (60 248) a diminué par rapport à 2019 (65 664), ce qui démontre la nécessité de se concentrer davantage sur les questions liées à la CSPAAT, les recours, la représentation et la défense (source : wsib.ca/fr).
- Les demande d'indemnisation des accidents du travail refusées peuvent engendrer des problèmes mentaux, psychologiques et financiers graves chez nos collègues syndiqués, problèmes qui peuvent être évités par l'entremise d'une représentation additionnelle et du travail de campagne.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 15
Présentée par la section locale 3902

Le SCFP-Ontario :

1. Travaillera avec les conseillers en santé et sécurité, les conseillers à la recherche et les comités du SCFP national afin d'élaborer et de fournir ce qui suit à toutes les sections locales :
 - a. un modèle de disposition pour faire une recommandation (conformément à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail (LSST)*) que l'employeur offre la formation du Centre de santé et sécurité des travailleurs et travailleuses, partie 1 – Certification de base, et partie 2 – Certification sur les dangers liés aux lieux de travail, à tous les membres des comités de la santé et de la sécurité centraux et locaux;
 - b. des fiches d'information et des documents de référence présentant des explications pour les travailleurs lors de présentations à l'échelle locale et pour sensibiliser / mobiliser les membres, en présentant des statistiques spécifiques au lieu de travail et à l'ensemble de la province;
 - c. une courte vidéo de 5 à 15 minutes expliquant en détail le processus pour faire une recommandation au niveau du comité conjoint, accompagnée d'un organigramme général et une liste de vérification pour faire le suivi.

Parce que :

- Le nombre d'accidents qui se produisent à nos lieux de travail augmente, y compris des blessures graves et des décès.
- Les travailleurs accrédités ont suivi une formation pour inspecter le lieu de travail, ce qui permet de voir à ce que des inspections sont faites plus fréquemment et de manière plus proactive.
- Les travailleurs accrédités ont suivi une formation pour effectuer une enquête approfondie des accidents de travail, y compris les blessures graves, et pour protéger les lieux.
- En vertu de l'alinéa 25.2 (h) de la *LSST*, les employeurs sont tenus de prendre toutes les précautions raisonnables.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 16**Présentée par le Comité de coordination des travailleurs universitaires du SCFP-Ontario**

Le SCFP-Ontario :

1. Travaillera avec les conseillers en santé et sécurité, les conseillers à la recherche et les comités du SCFP national afin d'élaborer et de fournir ce qui suit à toutes les sections locales :
 - a. un modèle de disposition pour faire une recommandation (conformément à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail (LSST)*) que l'employeur offre la formation d'accréditation des travailleurs du Centre de santé et sécurité des travailleurs et travailleuses à tous les membres des comités de la santé et de la sécurité centraux et locaux;
 - b. des fiches d'information et des documents de référence présentant des explications pour les travailleurs lors de présentations à l'échelle locale et pour sensibiliser / mobiliser les membres, en présentant des statistiques spécifiques au lieu de travail et à l'ensemble de la province;
 - c. une courte vidéo de 5 à 15 minutes expliquant en détail le processus pour faire une recommandation au niveau du comité conjoint, accompagnée d'un organigramme général et une liste de vérification pour faire le suivi.

Parce que :

- Le nombre d'accidents qui se produisent à nos lieux de travail augmente, y compris des blessures graves et des décès.
- Les travailleurs accrédités ont suivi une formation pour inspecter le lieu de travail, ce qui permet de voir à ce que des inspections sont faites plus fréquemment et de manière plus proactive.
- Les travailleurs accrédités ont suivi une formation pour effectuer une enquête approfondie des accidents de travail, y compris les blessures graves, et pour protéger les lieux.
- En vertu de l'alinéa 25.2 (h) de la *LSST*, les employeurs sont tenus de prendre toutes les précautions raisonnables.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 17
Présentée par le Conseil exécutif du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

1. Continuera de travailler en collaboration avec d'autres pour exhorter le gouvernement provincial à adopter des mesures qui renforceront nos collectivités au cours de cette étape de la pandémie et en prévision de l'avenir, dont :
 - a. la constitution de réserves et de quantités suffisantes d'ÉPI pour les travailleurs;
 - b. le rétablissement des tests de dépistage et de la déclaration publique des cas de COVID 19;
 - c. faire de dix journées de congés de maladie permanents payés par les employeurs, avec quatorze journées supplémentaires pendant la pandémie, la loi pour tous les travailleurs;
 - d. la création de nouveaux soutiens d'urgence qui offrent directement de l'argent aux gens et augmentent les taux du programme Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.

Parce que :

- a. Les deux dernières années ont montré les faiblesses de notre système de santé public et de notre filet de sécurité sociale.
- b. Le SCFP-Ontario fait campagne sur ces questions, avec d'autres, et nous devons redoubler d'efforts et maintenir notre engagement à l'égard de ces mesures pour aider à assurer la sécurité de nos collectivités de et nos membres.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 18

Présentée par la section locale 1281, la section locale 3902, le Comité de la santé et de la sécurité du SCFP-Ontario et le Comité des jeunes travailleurs du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

1. Exercera des pressions sur le gouvernement provincial afin qu'il modifie la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* pour protéger les travailleurs contre des maladies contagieuses comme la COVID-19.
2. Exercera des pressions spécifiques pour les modifications suivantes au paragraphe 25 (2) de la *LSST* afin de préciser que les employeurs doivent :
 - a. renseigner les travailleurs et les superviseurs au sujet des maladies contagieuses transmises aux environs d'un lieu de travail;
 - b. prendre toutes les précautions possibles pour protéger les travailleurs contre la transmission de maladies contagieuses aux environs d'un lieu de travail;
 - c. fournir les résultats et des exemplaires des rapports concernant la transmission de maladies contagieuses aux alentours d'un lieu de travail aux comités conjoints de la santé et de la sécurité ou aux conseillers en santé et sécurité lorsqu'il n'y a pas de comité conjoint;
 - d. informer les travailleurs des résultats et rendre les exemplaires des rapports disponibles concernant la transmission de maladies contagieuses aux alentours d'un lieu de travail.
3. Proposera que d'autres divisions du SCFP exercent des pressions sur leurs gouvernement provinciaux afin qu'ils modifient leurs lois sur la santé et la sécurité au travail pour exiger que les employeurs protègent les travailleurs contre les maladies contagieuses.

Parce que :

- La COVID-19 et d'autres maladies contagieuses circulent aux environs de nos lieux de travail.
- Les employeurs ont une obligation de protéger les travailleurs contre les risques professionnels pour la santé et la sécurité, y compris contre les maladies contagieuses.
- Cependant, la *LSST* ne stipule pas clairement que les maladies contagieuses constituent un risque professionnel pour la santé et la sécurité.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 19**Présentée par le Comité de défense des travailleurs blessés du SCFP-Ontario**

Le SCFP-Ontario :

Fera de la représentation syndicale de tous les membres dans le cadre d'un processus de retour au travail de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail une priorité de négociation dans le but d'inclure des dispositions-types dans chaque convention collective de la province.

Parce que :

- Les sections locales sont souvent exclues des processus de retour au travail lorsqu'un travailleur blessé est couvert par la CSPAAT.
- Des dispositions de convention collective musclées aideront les membres à retourner à un travail sécuritaire et approprié.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 20
Présentée par la section locale 3903

Le SCFP-Ontario :

Préconisera la modification des règlements de la Caisse nationale de grève afin d'accommoder les travailleurs en grève pour des raisons familiales, en raison d'un handicap et en raison du sexe / genre en attribuant des activités de grève en dehors du site et à des heures flexibles.

Parce que :

- Les sections locales ont souvent plus de travailleurs qui ont besoin d'accommodements à qui on peut donner des activités à l'extérieur des bureaux de grève.
- Les lignes de piquetage ne sont pas le seul travail précieux effectué pendant une grève ou un lock-out; les lignes d'aide pour les médias (y compris les médias sociaux), les campagnes de financement, la fabrication de pancartes et d'autres sont des activités essentielles qui aident à remporter la victoire dans le cadre d'une grève ou d'un lock-out.
- Nous devons reconnaître qu'un travail invisible est également un travail essentiel.
- On peut faire confiance aux membres à qui on attribue des activités à être effectuées ailleurs pour faire ce travail.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 21
Présentée par la section locale 3903

Le SCFP-Ontario :

Présentera un rapport annuel, par écrit, accessible à tous les membres quant aux progrès des processus axés sur les survivants pour traiter les agressions sexuelles dans les espaces syndiqués, y compris les cas de violence entre membres.

Parce que :

- En 2015, les membres du SCFP-Ontario ont adopté la résolution n° 14 obligeant le SCFP-Ontario à « travailler avec les sections locales pour créer des processus axés sur les survivants en vertu desquels les membres victimes d'agressions sexuelles dans des espaces syndiqués ont des options de recours qui n'incluent pas d'aller voir la police si la survivante ou le survivant choisit de ne pas le faire ».

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 22

Présentée par la section locale 9103 – Conseil régional de Toronto du SCFP – et la section locale 9112 – Conseil de Durham Northumberland du SCFP

Le SCFP-Ontario :

Consacrera des ressources pour bâtir des conseils régionaux du SCFP forts et fonctionnels, y compris une campagne des conseils régionaux et un sommet ou une conférence en personne des conseils du SCFP, avec des délégués des conseils.

Parce que :

- Une force collective nous assure une plus grande force.
- Il est plus facile de mobiliser nos membres s'il y a un conseil fort dans la région.
- Nous puisons notre force dans nos membres de la base.
- Nous devons nous efforcer de créer des réseaux de solidarité et de soutien.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 23
Présentée par la section locale 3903

Le SCFP-Ontario :

Préconisera des espaces du SCFP pour l'élaboration de ressources et un soutien constant pour les survivants de violence sexuelle, y compris les cas de violence sexuelle entre membres.

Parce que :

- Le SCFP-Ontario doit jouer un rôle de leader dans l'élaboration de ressources pour les survivants de violence sexuelle dans les espaces du SCFP national.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 24
Présentée par la section locale 3903

Le SCFP-Ontario :

Soutiendra le processus d'enquête axé sur les survivants en embauchant une ombudspersonne qui sera neutre et qui aura suivi une formation approfondie sur la lutte contre l'oppression, le racisme, l'homophobie, la transphobie, le capacitisme, le sexisme et le colonialisme. L'ombudspersonne servira de ressource pour s'occuper des cas de violence sexuelle dès leur divulgation, particulièrement pour les sections locales qui n'ont pas les ressources appropriées pour traiter adéquatement ces cas elles-mêmes. La mise en œuvre de ce processus constituerait un pas dans la bonne direction pour remplacer la procédure actuelle régissant les procès avec un processus axé sur les survivants. Le processus protégera la sécurité, le bien-être et les droits légaux des survivants peu importe s'ils décident d'aller de l'avant avec un processus judiciaire ou non.

Parce que :

- Bien qu'une formation sur la lutte contre l'oppression soit un pas en avant, elle ne nomme pas les diverses formes et lieux d'oppression qui se recoupent pour former un système d'oppression.
- La procédure du SCFP régissant les procès est le seul processus disponible présentement, mais les membres ont choisi de ne pas aller de l'avant avec ce processus en raison de sa structure. Cela en fait un obstacle pour s'attaquer à la violence sexuelle et à la violence fondée sur le genre, plutôt qu'une solution.
- La procédure du SCFP régissant les procès ignore les inégalités de pouvoir au cœur même des formes de violence sexuelle et fondée sur le genre en tant que problèmes systémiques.
- Les responsables des procès et les membres d'un jury n'ont pas la formation obligatoire officielle concernant les problèmes de violence sexuelle et fondée sur le genre.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 25

Présentée par la section locale 1281, la section locale 2191, la section locale 2316, la section local 7797 et la section locale 9112 – Conseil régional de Durham Northumberland du SCFP

Le SCFP-Ontario :

1. Encouragera fortement les conseils régionaux à accueillir les retraités du SCFP de n'importe quelle section locale du SCFP en Ontario et à les faire participer au travail des conseils et sur ses campagnes.
2. Travaillera avec le SCFP national afin de promouvoir et de faciliter la participation des retraités au sein de n'importe quel conseil régional de l'Ontario.

Parce que :

- Certains retraités déménagent dans d'autres régions de l'Ontario après leur retraite mais sont prêts à poursuivre leur militantisme au sein du SCFP.
- Les membres retraités du SCFP-Ontario apportent une richesse de connaissances, d'expérience et d'énergie à notre syndicat.
- Nos retraités ont le temps et la motivation pour soutenir les conseils régionaux du SCFP dans le cadre de leur travail mais, à la retraite, il se peut qu'ils ne vivent pas près du conseil régional de leur section locale.
- Un militantisme continue par les membres retraités du SCFP à chaque ordre de notre syndicat renforce notre résistance contre les lois anti-travailleurs et les attaques constantes à l'égard de nos programmes sociaux.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 26**Présentée par la section locale 9103 – Conseil régional de Toronto du SCFP**

Le SCFP-Ontario :

1. Encouragera fortement les conseils régionaux à accueillir les retraités du SCFP de n'importe quelle section locale du SCFP en Ontario et à les faire participer au travail des conseils et sur ses campagnes.
2. Travaillera avec le SCFP national afin de promouvoir et de faciliter la participation des retraités au sein de n'importe quel conseil régional de l'Ontario.

Parce que :

- Les membres retraités du SCFP-Ontario apportent une richesse de connaissances, d'expérience et d'énergie à notre syndicat.
- Nos retraités ont le temps et la motivation pour soutenir les conseils régionaux du SCFP dans le cadre de leur travail mais, à la retraite, il se peut qu'ils ne vivent pas près du conseil régional de leur section locale.
- Un militantisme continue par les membres retraités du SCFP à chaque ordre de notre syndicat renforce notre résistance contre les lois anti-travailleurs et les attaques constantes à l'égard de nos programmes sociaux.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 27
Présentée par la section locale 3903

Le SCFP-Ontario :

Travaillera sur un processus en vertu duquel tous les délégués du SCFP discuteront du budget dans le cadre des congrès nationaux du SCFP et l'approuveront.

Parce que :

- Les délégués du SCFP peuvent parler des besoins de leurs sections locales, ce qui devrait être reflété dans les décisions budgétaires du SCFP.
- Les syndicats devraient être responsables face à leurs membres et des besoins de leurs membres.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 28
Présentée par la section locale 543

Le SCFP-Ontario :

1. Prendra la prochaine année pour évaluer la faisabilité de créer une organisation des retraités du SCFP qui ont cotisé à OMERS semblable en portée et en offre à la Municipal Retirees Organization of Ontario (MROO).
2. Fera rapport sur les résultats au congrès de l'an prochain.
3. Fournira, si possible, un échéancier pour la mise en œuvre.

Parce que :

- Les membres du SCFP qui cotisent à OMERS sont attaqués.
- La MROO n'a pas soutenu les membres du SCFP et les membres du SCFP qui cotisent à OMERS à des moments critiques de la lutte contre les réductions des prestations et de luttes pour une meilleure transparence et plus grande responsabilisation.
- Les membres du MROO incluent des retraités ayant occupé des postes de direction qui ne devraient pas avoir de présence / droit de parole du côté travailleurs de la table puisqu'ils ne représentent pas les intérêts des travailleurs.
- Les retraités du SCFP méritent d'être représentés par un véritable défenseur de LEURS préoccupations, semblable aux organisations de policiers et de pompiers retraités.
- Une organisation des retraités du SCFP qui ont cotisé à OMERS a la valeur ajoutée de créer une relation continue avec les membres au moment de la retraite.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 29
Présentée par le Conseil exécutif du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

1. Adoptera le Plan d'action tel que présenté et modifié à ce Congrès.
2. Fera régulièrement rapport aux membres au sujet du Plan d'action et de la situation de diverses parties du Plan.
3. Fera de notre Plan d'action un travail en cours continu qui met à profit le travail des années précédentes, ainsi que les forces et les réussites du passé.

Parce que :

- Le SCFP-Ontario travaille à renforcer sa capacité à planifier et à mesurer les résultats au nom des membres.
- Un Plan d'action musclé et détaillé permet une orientation claire pour nos activités au cours de la prochaine année.
- Au cours des dernières années, nous avons eu des processus de planification des actions qui ont mis à profit les plans précédents. Cette méthode d'objectif prolongé sur les enjeux entraîne de réels gains mesurables au fil du temps.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 30
Présentée par la section locale 543

Le SCFP-Ontario :

1. Encouragera tous les secteurs à impliquer les membres lors des prochaines élections municipales de l'Ontario, le lundi 24 octobre 2022.
2. Travaillera avec les secteurs municipal et des conseils scolaires à l'élaboration d'une approche stratégique et ciblée pour élire des conseillers municipaux et des commissaires d'écoles progressistes dévoués aux services publics.
3. Encouragera les alliés communautaires à adopter une liste de candidats élaborée par le SCFP-Ontario en collaboration avec les sections locales des secteurs municipal et des conseils scolaires.
4. Offrira du soutien logistique et d'autres ressources aux membres du SCFP qui souhaitent devenir candidats.
5. Fournira des ressources financières afin de former des membres du SCFP pour travailler sur des campagnes de régions cibles choisies, coordonnera l'effort pour les élections en général et offrira aux sections locales les ressources pour voir à ce que les gens aillent voter le jour des élections.

Parce que :

- Le secteur municipal est le plus important secteur du SCFP; les conseils municipaux donnent ultimement le ton et l'orientation à la négociation. La même chose est vraie pour les commissaires d'écoles et les travailleurs des conseils scolaires.
- Les travailleurs municipaux occupent une place unique pour élire leurs patrons.
- Il est essentiel que nous élisions des dirigeants qui croient en l'offre de services publics pour l'amélioration de nos collectivités.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 31
Présentée par le Conseil exécutif du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

1. Consacrera des ressources pour faire participer chaque section locale à la lutte pour la justice climatique, y compris en obtenant des dispositions de convention collective concernant le climat, en établissant des comités conjoints sur l'environnement au travail et en demandant aux employeurs de protéger la dégradation du climat à leur lieu de travail.
2. Exhortera toutes les sections locales à mobiliser leurs membres contre les politiques climatiques destructrices des conservateurs de Doug Ford et à s'associer avec des organisations de justice raciale pour aider à approfondir l'analyse au sujet de l'équité et d'une transition juste dans le cadre de discussions sur l'action climatique.

Parce que :

- L'urgence climatique est réelle. Pour assurer la survie humaine, nous devons défier les puissants intérêts commerciaux qui propulsent le modèle économique non viable actuel et qui cherchent à saboter une action climatique efficace. Conjointement, nous devons offrir des occasions d'assurer la prospérité et la justice pour tous.
- Les conservateurs de Doug Ford ont aboli les règlements sur le changement climatique qui étaient en vigueur et, selon Environmental Defense, ils ne pourront même pas respecter leurs propres objectifs de réduction des émissions.
- Le gouvernement de Doug Ford a ralenti le rythme de la vente de véhicules électriques, annulé les programmes d'éoliennes et de reboisement avec de jeunes plants, retardé un effort de plus faibles émissions de carbone et ignoré les demandes pour réduire l'utilisation des combustibles fossiles.
- La planète entière est maintenant menacée et on prévoit que les plus vulnérables subiront de façon disproportionnée les conséquences les plus catastrophiques.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 32

Présentée par la section locale 1281, la section locale 3902, la section locale 4207 et le Comité de coordination des travailleurs universitaires de l'Ontario du SCFP

Le SCFP-Ontario :

1. Élaborera, financera et mettra en œuvre une campagne pour obtenir l'appui de la population pour la présentation d'un projet de loi visant à :
 - a. garantir 14 journées de congés de maladie par année;
 - b. mettre fin aux failles quant aux classifications erronées;
 - c. garantir un salaire égal pour un travail égal peu importe la classification d'emploi;
 - d. augmenter immédiatement le salaire minimum à 25 \$ de l'heure;
 - e. réintroduire l'accréditation par vérification des cartes d'adhésion;
 - f. permettre aux travailleurs agricoles d'adhérer à de véritables syndicats, avec tous les droits en vertu de la loi;
 - g. abolir l'embauche de travailleurs de remplacement pendant des grèves;
 - h. abolir les lock-out;
 - i. garantir les mêmes droits prévus dans la *Loi sur les normes d'emploi* aux travailleurs à la demande et autres travailleurs précaires, comme ce à quoi tous les autres travailleurs ont droit.
2. Élaborera des ressources que les sections locales pourront utiliser pour faire participer leurs membres à des conversations au sujet de la nécessité de faire un effort de manière agressive pour améliorer de façon importante les droits des travailleurs en Ontario.
3. Prendra part à des efforts d'organisation constants afin de voir à ce que peu importe le parti qui sera élu en 2022, on réponde à ces demandes.

Parce que :

- Les prochaines élections sont un moment important pour que le mouvement syndical mette de l'avant un programme politique audacieux, mais nous savons également que ces efforts devront se poursuivre après les élections afin que ces demandes soient mises en œuvre.
- La seule chose que nous pouvons espérer c'est d'obtenir des concessions de la part du gouvernement en créant un mouvement de la base pour un programme de défense des droits des travailleurs par et pour le mouvement syndical.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 33

Présentée par le Comité de coordination des employés municipaux de l'Ontario du SCFP

Le SCFP-Ontario :

1. Exercera des pressions sur le gouvernement provincial afin qu'il augmente le nombre de journées de congés de maladie payées pour tous les travailleurs.
2. Augmentera le financement pour cette campagne de la Division de l'Ontario.
3. Demandera plus de ressources au SCFP national à cette fin.
4. Fournira du soutien logistique et d'autres ressources aux candidats qui se présentent aux élections qui appuient un tel objectif.
5. Travaillera sur cet objectif avec d'autres syndicats et des alliés communautaires.

Parce que :

- Le nombre actuel de journées de congés maladie payées est très insuffisant.
- Il a été démontré que les travailleurs qui occupent un emploi précaire et à faible revenu sont ceux qui sont le plus affectés par le manque de congés de maladie.
- La pandémie de la COVID-19 a mis en lumière ce besoin plus que jamais.
- Il a été démontré que les travailleurs de première ligne sont vraiment ceux qui assurent le fonctionnement de l'Ontario.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 34
Présentée par la section locale 79

Le SCFP-Ontario :

Exigera que le gouvernement de l'Ontario augmente les taux d'aide sociale de façon appropriée et qu'il maintienne les augmentations annuelles en fonction de l'inflation.

Parce que :

- Les taux d'aide sociale actuels sont manifestement inadéquats pour répondre aux besoins fondamentaux, pour assurer une santé optimale et pour vivre dans la dignité.
- Bien que le seuil de faible revenu (SFR) annuel pour 2022 pour une personne seule soit de 27 589 \$, une personne seule recevant des prestations du programme Ontario au travail reçoit environ 9 000 \$, un manque à gagner par année de 18 589 \$.
- Près de 600 000 personnes ont eu accès aux banques alimentaires de l'Ontario l'an dernier, une augmentation de 10 % du nombre d'Ontariens qui ont besoin de soutiens de base pour l'alimentation.
- Les Ontariens ont recours aux banques alimentaires en raison du coût élevé des loyers, du transport et des communications / Internet, des dépenses de base qui ne sont pas financées adéquatement par les taux actuels d'aide sociale.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 35

Présentée par la section locale 1281 et la section locale 9112 – Conseil régional de Durham Northumberland du SCFP

Le SCFP-Ontario :

1. Exhortera chaque section locale à appuyer la Déclaration du SCFP sur l'urgence climatique et à la signer.
2. Communiquera avec toutes les sections locales afin qu'elles prennent part à la lutte pour la justice climatique, entre autres en les soutenant pour qu'elles obtiennent des dispositions de convention collective sur le climat, qu'elles créent des comités conjoints de réduction des émissions au travail et qu'elles travaillent avec les employeurs afin de protéger la dégradation du climat à leur lieu de travail.

Parce que :

- Bien que la planète soit à bout de souffle en réponse à l'urgence sanitaire causée par la COVID-19, nous ne pouvons pas perdre de vue la crise environnementale. Il n'y a pas de vaccin contre le changement climatique. Les températures mondiales continuent de grimper et nous continuons de subir un climat de plus en plus déstabilisé.
- L'urgence climatique est réelle. Pour assurer la survie humaine, nous devons défier les puissants intérêts commerciaux qui propulsent le modèle économique non viable actuel et qui cherchent à saboter une action climatique efficace. Conjointement, nous devons offrir des occasions d'assurer la prospérité et la justice pour tous.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 36
Présentée par le Conseil exécutif du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

1. Donnera un second souffle au travail de notre syndicat et au militantisme des membres en assurant leur pouvoir par l'entremise de conversations individuelles et du recrutement en personne.
2. Organisera une campagne avec des ressources pour des séances de formation et d'autres outils qui mettent à profit le travail déjà en cours dans certains secteurs et conseils de négociation.
3. Fournira des ressources centrales pour soutenir les secteurs, les conseils de négociation, les comités, les conseils régionaux et les sections locales à chaque étape, et coordonnera le travail afin de renforcer nos structures pour faire face à n'importe quelle campagne ou n'importe quel enjeu auquel nos membres seront confrontés.
4. Cela comprendra l'élaboration d'objectifs clairs pour assurer une meilleure participation des membres et la structuration d'essais afin de trouver un fondement pour le travail dans le but d'assurer une solidarité entre les membres de différentes régions et de différents secteurs et sur divers enjeux.

Parce que :

- Après deux ans de pandémie, les travailleurs doivent redécouvrir notre pouvoir – le pouvoir du mouvement syndical – qui a toujours été fondé sur ce militantisme des membres.
- Depuis dix ans, nos membres subissent des attaques sans précédent contre leurs droits à la libre négociation collective, les services publics ont été réduits au maximum et les salaires sont tombés sous l'inflation.
- Lorsqu'il y a eu des réussites au sein de notre mouvement, c'est la méthode éprouvée qui a mené à ces réussites.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 37
Présentée par la section locale 7797

Le SCFP-Ontario :

Demandera au SCFP national d'exiger que le gouvernement fédéral déclare la crise des surdoses urgence de santé publique et préconisera une réforme de la politique en matière de drogues qui priorise les pratiques factuelles comme la décriminalisation, la réduction des risques et la réponse aux surdoses par l'entremise d'une stratégie nationale.

Parce que :

- La crise des surdoses est une des plus importantes urgences de santé publique de notre vivant, alors qu'un décès par surdose se produit en moyenne toutes les deux heures, entraînant le décès de plus de 16 360 Canadiens depuis 2016 (janvier 2016 à mars 2020).
- Des pratiques exemplaires fondées sur des preuves et qui permettent de sauver des vies sont disponibles sous forme de décriminalisation, de sites de consommation supervisés et de programmes d'approvisionnement plus sécuritaires, mais le gouvernement fédéral est réfractaire à participer de façon significative à une planification, un financement et une mise en œuvre pancanadiens de telles interventions.
- Les membres du SCFP sont souvent sur la ligne de front de cette crise alors que les travailleurs aident les collectivités touchées partout au pays et ils méritent d'avoir une réponse coordonnée à l'échelle fédérale.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 38**Présentée par le Comité du triangle rose du SCFP-Ontario**

Le SCFP-Ontario :

Collaborera avec les communautés trans de l'Ontario et travaillera avec le NPD de l'Ontario et la Fédération du travail de l'Ontario afin d'élaborer une campagne qui serait intitulée *Accès à des soins de santé d'affirmation de genre*, incluant un volet éducatif pour les membres du SCFP-Ontario et la population, qui préconise que le gouvernement de l'Ontario rétablisse un financement et des soutiens appropriés pour les services de santé et les services sociaux essentiels aux personnes trans.

Parce que :

- Les personnes trans méritent d'avoir pleinement accès aux soins et aux services d'affirmation de genre qui les aideront à être pleinement et ouvertement eux-mêmes.
- Le gouvernement conservateur actuel de Doug Ford a attaqué les communautés trans en coupant un accès important aux services de santé et communautaires.
- Les temps d'attente pour les références et l'accès à des soins et des chirurgies d'affirmation de genre ont augmenté de façon dramatique, causant de la détresse, des préjudices et de l'angoisse aux personnes trans.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 39
Présentée par la section locale 79

Le SCFP-Ontario :

Demandera au gouvernement de l'Ontario d'améliorer l'accès au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) pour les Ontariens handicapés ayant des difficultés financières.

Parce que :

- Le processus de demande du POSPH est extrêmement long et complexe.
- La plupart des personnes ayant un handicap qui font une demande au POSPH doivent survivre avec des prestations d'aide sociale du programme Ontario au travail dont la prestation mensuelle est de 37 % inférieure aux prestations du POSPH.
- De nombreuses personnes qui font une demande se voient refuser des prestations du POSPH et interjettent appel au Tribunal de l'aide sociale, où environ 60 % des décisions du ministère qui ne sont pas liées aux personnes handicapées sont renversées. Les audiences quant à l'admissibilité aux prestations du POSPH constituaient plus de 93 % des cas présentés devant le Tribunal au cours de l'exercice financier de 2019-2020.
- Sans un meilleur accès, des milliers de personnes qui devraient recevoir des soutiens du POSPH ont de la difficulté à survivre avec de maigres prestations d'aide sociale ou aucun revenu.
- Le POSPH ne réussit pas à accommoder les Ontariens handicapés éprouvant des difficultés financières.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 40

**Présentée par la section locale 9112 – Conseil régional de Durham
Northumberland du SCFP**

Le SCFP-Ontario :

1. Insistera pour que les gouvernements provincial et fédéral respectent l'engagement climatique international du Canada pour 2030 qui est de diminuer les émissions de gaz à effet de serre (présentement établi à un seuil de réduction de 40 à 45 % comparativement aux niveaux de 2005 d'ici 2030).
2. Persuadera le NPD à faire de la crise climatique un élément important de sa plateforme électorale.
3. Se joindra aux groupes Climate Emergency Unit, Pact for a New Green Deal, Youth Climate Strike et Ecojustice, des groupes qui obligent toutes les provinces, par l'entremise d'une action en justice, à respecter leurs objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Parce que :

- Le mouvement syndical doit guider la transition juste vers une économie à zéro émission nette avec de nombreux bons emplois climatiques syndiqués.
- Le journal médical *Cardiovascular Research* a récemment publié une étude affirmant que 10 000 personnes meurent dans le monde chaque jour en raison de la pollution atmosphérique causée par les combustibles fossiles.
- Des scientifiques ont déterminé qu'une fréquence accrue de phénomènes météorologiques extrêmes qui se produisent en ce moment (par exemple : le record de la température la plus élevée pour une journée au Canada a été fracassé en 2021 à Lytton (C.-B.) avec 49,6°C, plus de 4°C plus élevé que le record qui était en vigueur depuis environ 75 ans). Des spécialistes du climat ont également prédit que des phénomènes météorologiques extrêmes et destructeurs seront plus fréquents et intenses au cours des dix prochaines années.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 41
Présentée par la section locale 1281

Le SCFP-Ontario :

Exercera des pressions sur le gouvernement afin qu'il élimine la dette associée aux prêts étudiants et élimine les frais de scolarité pour l'enseignement postsecondaire.

Parce que :

- Les frais de scolarité dans les universités ontariennes ont triplé par rapport à l'inflation depuis 1990. Au cours de la même période, la dette étudiante moyenne a augmenté de 40 pour cent, tandis que les salaires réels moyens ont stagné.
- En 2015, Statistique Canada a rapporté que 41 pour cent des diplômés avaient une dette de plus de 25 000 \$ au moment de recevoir leur diplôme.
- L'élimination des frais de scolarité permettrait aux étudiants de familles à faible revenu d'obtenir un enseignement postsecondaire, ce qui, en retour, leur permettrait de mieux contribuer à la reprise économique du pays à court terme et à sa croissance à long terme.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 42
Présentée par la section locale 79

Le SCFP-Ontario :

Demandera au gouvernement de l'Ontario de permettre l'accès au POSPH à 60 ans.

Parce que :

- Bien que le seuil de faible revenu (SFR) annuel pour 2022 pour une personne seule est de 27 589 \$, une personne seule recevant des prestations du programme Ontario au travail reçoit environ 9 000 \$, un manque à gagner par année de 18 589 \$.
- Le programme précédent, Programme des prestations familiales, permettait un accès à 60 ans.
- Les Ontariens âgés de 60 à 65 ans ont de la difficulté à se trouver des emplois à temps plein à l'année sur le marché du travail.
- Permettre l'accès en fonction d'un âge de 60 ans éliminerait la nécessité de remplir et de se prononcer sur des applications médicales, en plus des pourvois associés à ce groupe d'âge de demandeurs.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 43

Présentée par la section locale 1281 et la section locale 3902

Le SCFP-Ontario :

1. Demandra aux sections locales représentant des employés municipaux de s'organiser pour que leurs membres refusent de travailler à démanteler des campements.
2. Informera, proactivement et en détail, les membres au sujet de leur droit de refuser un travail dangereux en vertu des lois provinciales pertinentes, ainsi que des démarches et des procédures pour faire valoir ce droit, dans le contexte spécifique du démantèlement des campements.
3. Informera les membres que les sections locales du SCFP soutiendront et représenteront les travailleurs à qui on aura imposé des mesures disciplinaires ou qui auront été congédiés pour avoir refusé de démanteler des campements.
4. Publiera une lettre soulignant cette position comme étant une valeur importante pour le SCFP-Ontario et le mouvement syndical canadien.
5. Exercera des pressions sur les municipalités pour qu'elles mettent fin aux projets de démantèlement de campements et qu'elles investissent plutôt dans des logements abordables et permanents.

Parce que :

- Le démantèlement des campements est un projet de l'appareil de sécurité de l'État en utilisant les membres du SCFP comme intermédiaires pour enfreindre les droits de la personne, éliminer les mouvements sociaux et promulguer la violence de l'État.
- Bien que le Canada ait reconnu que le logement est un droit de la personne, les gouvernements, de tous les ordres, n'ont pas réussi à offrir des logements sociaux permanents.
- La consolidation du pouvoir de l'État et de la classe des propriétaires ne cadre pas avec les objectifs du mouvement syndical canadien.
- Pendant et après les démantèlements de campements, l'État attaque, blesse, arrête et porte des accusations contre les communautés marginalisées.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 44**Présentée par le Conseil des Autochtones du SCFP-Ontario**

Le SCFP-Ontario :

Fera campagne et exercera des pressions sur le gouvernement provincial de l'Ontario afin qu'il reconnaisse et désigne la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation jour férié en Ontario.

Célébrera le 30 septembre en encourageant nos sections locales et nos membres à célébrer la journée afin d'apprendre au sujet de l'histoire du système de pensionnats et de réfléchir aux préjudices qu'il a causés et continue de causer aux Autochtones.

Parce que :

- Le 30 septembre est une journée que tous les travailleurs de l'Ontario devraient utiliser pour comprendre et apprendre la dure vérité quant au passé de notre pays et reconnaître et réfléchir aux préjudices continus causés par le système colonial aux Premières nations du Canada.
- La province doit accorder aux résidents de l'Ontario, particulièrement aux travailleurs autochtones, le même respect et la même reconnaissance qui sont accordés aux travailleurs des lieux de travail de compétence fédérale en désignant le 30 septembre jour férié officiel dans la province

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 45

Présentée par le Comité de coordination des travailleurs des soins de santé de l'Ontario du SCFP

Le SCFP-Ontario :

Soutiendra une campagne musclée contre les appels d'offres concurrentiels de Doug Ford dans les soins à domicile.

Parce que :

- Les soins à domicile emploient des femmes racisées qui occupent des emplois précaires avec des salaires de misère.
- Les préposés aux services de soutien à la personne, qui sont principalement des femmes de couleur, ont souffert en raison du manque de sécurité d'emploi dans les soins à domicile causé par le manque de financement et l'échec à régler les problèmes dans le secteur des soins à domicile.
- Les préposés aux services de soutien à la personne qui travaillent dans les soins à domicile sont des membres du SCFP.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 46**Présentée par le Comité des travailleurs ayant un handicap du SCFP-Ontario**

Le SCFP-Ontario :

1. Travaillera avec le Nouveau Parti démocratique pour examiner le protocole de triage de la COVID-19 :
2. ne pas imposer de mesures discriminatoires ou autrement classer différemment les personnes en fonction de leur handicap ou de leur possibilité de survie après un traitement médical.

Parce que :

- Une décision médicale ne devrait pas tenir compte de la capacité d'une personne à se nourrir ou à s'habiller par elle-même pour déterminer si elle recevra un traitement à la place d'une personne non handicapée.
- Cela accorde moins d'importance à la vie d'une personne handicapée par rapport à une personne non handicapée.
- Cela pourrait faire en sorte qu'une personne handicapée serait moins disposée à divulguer son handicap lorsqu'elle souhaite être traitée.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 47

Présentée par le Comité de coordination des employés municipaux de l'Ontario du SCFP

Le SCFP-Ontario :

1. Exercera des pressions sur les gouvernements municipaux et provincial et l'Association des municipalités de l'Ontario (AMO) afin qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires pour amoindrir les conséquences du changement climatique.
2. Exercera des pressions sur les gouvernements et l'AMO afin qu'ils créent des stratégies éducatives et de sensibilisation pour lutter contre les conséquences du changement climatique.

Parce que :

- Les gouvernements municipaux de l'Ontario doivent désespérément mettre à jour leur infrastructure afin d'accroître la résilience quant aux conséquences du changement climatique.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 48

**Présentée par la section locale 9112 – Conseil régional de Durham
Northumberland du SCFP**

Le SCFP-Ontario :

Travaillera avec les secteurs et les comités pour créer une archive de chants, dont des chants pour les lignes de piquetage, les rassemblements, les marches et plus encore.

Parce que :

- Il y a d'excellents chants pour ces événements et ils devraient être accessibles à tous.
- Pouvoir trouver des chants compilés à un seul endroit serait incroyable pour les sections locales et les militants.
- Une archive de chants pourrait facilement être placée sur le site Web du SCFP-Ontario.
- Cette résolution a été adoptée en 2018 mais rien n'a encore été fait.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 49
Présentée par la section locale 1281

Le SCFP-Ontario :

1. Exercera des pressions sur le gouvernement provincial afin qu'il promulgue une loi sur une transition juste pour aider à protéger les travailleurs dont les emplois pourraient être modifiés ou perdus en raison des conditions transformationnelles de l'environnement, de la santé, de l'économie ou d'autres conditions de la société.

Parce que :

- Le changement climatique et la pandémie ont démontré que les travailleurs ont besoin d'aide pour passer à de nouvelles possibilités d'emploi.
- L'échec du gouvernement provincial à offrir de l'aide et à redéployer les travailleurs du transport aérien est un exemple d'occasion manquée pendant la pandémie de la COVID-19.
- Les programmes de transition juste nécessiteront un financement soutenu par un cadre législatif strict afin d'aider à déployer des travailleurs vers la formation, le recyclage, le perfectionnement professionnel et la réaffectation à un emploi significatif et syndiqué.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 50**Présentée par le Comité des travailleurs ayant un handicap du SCFP-Ontario**

Le SCFP-Ontario :

1. En collaboration avec le NPD, exercera des pressions sur le gouvernement de l'Ontario afin qu'il :
 - a. fasse en sorte que le Programme d'appareils et accessoires fonctionnels redevienne un programme gouvernemental;
 - b. offre un meilleur service aux personnes ayant un handicap pour obtenir les appareils et les accessoires dont elles ont besoin pour vivre une vie épanouissante et productive;
 - c. fasse en sorte qu'il soit plus abordable pour les personnes ayant un handicap d'obtenir des appareils et des accessoires à un coût raisonnable.

Parce que :

- Rendre le service à nouveau public puisqu'en étant dirigé par le secteur privé, cela cause des programmes incohérents, de longues listes d'attente et des coûts associés aux profits des grandes entreprises.
- 22 % des Canadiens sont atteints d'un handicap et la majorité sont en âge de travailler ou sont des personnes âgées.
- Seulement 59 % des adultes handicapés travaillent comparativement à 80 % des adultes non handicapés qui occupent un emploi.
- Chaque personne sera affectée par un handicap à court ou à long terme, à un certain degré.
- Le coût des appareils et accessoires fonctionnels augmente.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 51

**Présentée par la section locale 9112 – Conseil régional de Durham
Northumberland du SCFP**

Le SCFP-Ontario :

Exigera que l'on mette fin à toutes les subventions et qu'on s'oppose à toutes les subventions offertes à l'industrie des combustibles fossiles qui aident à maintenir et à prolonger son existence afin que l'industrie des combustibles fossiles puisse être éliminée le plus rapidement possible et remplacée par des sources d'énergie publique renouvelable et propre comme moteurs de l'économie canadienne.

Parce que :

- Les combustibles fossiles (charbon, pétrole brut, gaz naturel) doivent être éliminés parce qu'ils servent aux exploitations industrielles, pour le chauffage et la climatisation des maisons, le transport et à d'autres fins qui émettent des gaz à effet de serre qui causent le changement climatique.
- Le changement climatique est le problème environnemental le plus important de la planète qui déstabilise l'environnement naturel tout en menaçant la civilisation humaine.
- Les combustibles fossiles contribuent à la pollution de l'air, ce qui nuit à la santé humaine et dégrade l'environnement naturel de différentes façons.
- Il est hypocrite et contre-productif pour le gouvernement fédéral de soutenir les oléoducs et les gazoducs tout en s'engageant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- Le changement climatique ne peut être réglé alors que nous continuons d'utiliser des combustibles fossiles.
- Les combustibles fossiles doivent être éliminés à un zéro absolu si nous voulons avoir une chance de régler la crise climatique.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 52
Présentée par la section locale 1281

Le SCFP-Ontario :

1. Le SCFP-Ontario, la section locale 1281 du SCFP et le Réseau provincial des GRIPO travailleront ensemble en 2022 pour créer un poste de membre mis en disponibilité afin de participer au GRIPO du SCFP pour améliorer le dialogue et augmenter les ressources qui peuvent être utilisées dans tous les sous-groupes du GRIPO afin d'aider à atténuer les risques et les conséquences des attaques constantes contre les GRIPO et les espaces pour les militants sur les campus et au sein des collectivités.
2. Qui plus est, l'objectif à long terme de ce poste est d'assurer des structures et des ressources durables qui empêchent que d'autres postes de membres du GRIPO de la section locale 1281 du SCFP soient perdus en raison de ces attaques constantes.

Parce que :

- En vertu du point 112 du Plan d'action du SCFP-Ontario de 2021, le SCFP-Ontario a accepté de soutenir des groupes de recherche d'intérêt public et des syndicats étudiants qui ont toujours été les points d'entrée pour les futurs militants syndicaux et que ces derniers ont été victimes d'attaques continues de la droite, attaques qui ont eu des conséquences à long terme sur les membres du SCFP.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 53

Présentée par la section locale 4207, la section locale 9102 – Conseil régional de Niagara du SCFP – et le Comité de coordination des travailleurs universitaires du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

1. Le SCFP-Ontario, la section locale 1281 du SCFP et le Réseau provincial des GRIPO (groupes de recherche d'intérêt public de l'Ontario) travailleront ensemble en 2022 pour créer un poste de membre mis en disponibilité afin de participer au GRIPO du SCFP pour améliorer le dialogue et augmenter les ressources qui peuvent être utilisées dans tous les sous-groupes du GRIPO afin d'aider à atténuer les risques et les conséquences des attaques constantes contre les GRIPO et les espaces pour les militants sur les campus et au sein des collectivités.
2. Qui plus est, l'objectif à long terme de ce poste est d'assurer des structures et des ressources durables qui empêchent que d'autres postes de membres du GRIPO de la section locale 1281 du SCFP soient perdus en raison de ces attaques constantes.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 54**Présentée par la section locale 9103 – Conseil régional de Toronto du SCFP**

Le SCFP-Ontario :

1. Soutiendra la campagne « Water Unites Us » afin de voir à ce que les communautés autochtones de l'Ontario et de partout au Canada aient accès à une eau publique sécuritaire, propre et abordable et à des services d'assainissement.
2. Inclura une formation des membres des communautés sur la façon d'exploiter et d'entretenir ces usines.
3. Travaillera avec les chefs des Premières Nations, des Métis et des Inuits, le Conseil des Canadiens et d'autres alliés pour éduquer les Canadiens et protéger notre eau.
4. Exercera des pressions sur le gouvernement fédéral pour qu'il voit à ce que des plans soient immédiatement mis en place pour que les communautés autochtones aient accès à une eau potable sécuritaire, propre et abordable et à des usines de traitement des eaux usées.
5. Lutter contre la privatisation constante de l'eau.
6. Appuiera des pétitions en ce qui a trait à tout.
7. Fera des dons en argent afin de manifester sa solidarité.
- 8 Fera preuve de solidarité à l'égard du Conseil des Autochtones et des travailleurs du SCFP partout en Ontario.

Parce que :

- De nombreuses communautés autochtones n'ont pas accès à une eau potable, propre, sécuritaire et abordable et à un assainissement de l'eau.
- Le gouvernement Trudeau n'a pas respecté sa promesse de fournir une eau potable sécuritaire aux communautés autochtones et il doit en être tenu responsable.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 55

Présentée par la section locale 9102 – Conseil régional de Niagara du SCFP – la section locale 4207 et le Comité de coordination des travailleurs universitaires de l’Ontario du SCFP

Qu’il soit résolu que :

En vertu du point 102 du Plan d’action du SCFP-Ontario de 2021, le SCFP-Ontario a accepté d’offrir une commandite de 5 000 \$ au GRIPO de l’Université Brock afin de soutenir l’élaboration de son projet Niagara Skills Network, axé sur l’établissement de liens entre les syndicats, les organisations militantes et les coopératives, les organisations artistiques et les entreprises, ainsi que les services sociaux et culturels dans l’ensemble de la région de Niagara.

Le GRIPO de l’Université Brock demandera une subvention de 5 000 \$ au SCFP-Ontario afin de payer les frais de main-d’œuvre et d’Internet liés à l’élaboration, à la recherche et au lancement du Niagara Skills Network.

Les autres coûts de fonctionnement de ce projet seront payés à même le budget de fonctionnement du GRIPO de l’Université Brock, de commandites d’organisations de Niagara et possiblement de demandes de commandites futures qui seront accordées.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 56
Présentée par la section locale 1281

Qu'il soit résolu que :

1. En vertu du point 102 du Plan d'action du SCFP-Ontario de 2021, le SCFP-Ontario a accepté d'offrir une commandite de 5 000 \$ au GRIPO de l'Université Brock afin de soutenir l'élaboration de son projet Niagara Skills Network, axé sur l'établissement de liens entre les syndicats, les organisations militantes et les coopératives, les organisations artistiques et les entreprises, ainsi que les services sociaux et culturels dans l'ensemble de la région de Niagara.
2. Le GRIPO de l'Université Brock demandera une subvention de 5 000 \$ au SCFP-Ontario afin de payer les frais de main-d'œuvre et d'Internet liés à l'élaboration, à la recherche et au lancement du Niagara Skills Network.
3. Les autres coûts de fonctionnement de ce projet seront payés à même le budget de fonctionnement du GRIPO de l'Université Brock, de commandites d'organisations de Niagara et possiblement de demandes de commandites futures qui seront accordées.

Parce que :

1. La création de liens entre des groupes de militants, des syndicats et des services culturels, dans le but ultime que de bonnes personnes connaissent de bonnes personnes qui font de bonnes choses, renforce nos collectivités et notre mouvement syndical.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 57**Présentée par le Comité des travailleurs ayant un handicap du SCFP-Ontario**

Le SCFP-Ontario :

Exercera des pressions sur le gouvernement de l'Ontario afin qu'il ajoute la surveillance du glucose en continu et le système flash de surveillance du glucose au Programme d'appareils et accessoires fonctionnels.

Parce que :

- Les appareils de surveillance du glucose en continu et flash rendent la surveillance du sucre dans le sang d'une personne plus facile en éliminant les piqûres fréquentes au bout du doigt.
- Offrir une analyse en temps réel des taux de glycémie est essentiel pour maintenir une santé optimale et de nombreuses personnes ont de la difficulté à payer pour ces appareils de surveillance coûteux.
- L'hypoglycémie peut être une complication mortelle du diabète.
- D'autres provinces et territoires canadiens, dont le Manitoba, la Colombie-Britannique, le Québec, la Saskatchewan, le Yukon et l'Île-du-Prince-Édouard ont mis en œuvre la technologie de surveillance du glucose en continu en temps réel ou promis qu'elle sera couverte par le régime public.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 58

Présentée par la section locale 1281, la section locale 3902 et le Comité de coordination des travailleurs universitaires de l'Ontario du SCFP

Le SCFP-Ontario :

1. Élaborera, financera et mettra en œuvre une campagne à deux volets qui comprendra :
 - a. un élément de sensibilisation du public au sujet de bons emplois et avantages sociaux, des augmentations en fonction du coût de la vie et l'importance d'un travail décent pour nos collectivités et les services publics;
 - b. un élément à l'intention de nos membres qui explique l'IPC / inflation, démontre les conséquences et le montant des salaires perdus et élabore une stratégie de négociation efficace afin d'obtenir immédiatement de réelles augmentations de salaire et les maintenir.

Parce que :

- Depuis 2011, les salaires du secteur public n'ont pas suivi le rythme de l'inflation.
- Le projet de loi 124 de Doug Ford et la restriction de la rémunération de 1 % ont signifié des pertes de salaires chroniques pour nos membres.
- Il y a un manque de personnel dans tous les services publics et ils sont incapables de recruter et de conserver des travailleurs en raison d'une rémunération insuffisante.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 59
Présentée par le Conseil exécutif du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

1. Améliorera sa coordination et sa communication en travaillant avec les secteurs et les conseils de négociation afin de faire le suivi sur les griefs et les arbitrages liés aux décrets, directives et politiques concernant la pandémie de la COVID-19 et afin de faire progresser stratégiquement ces griefs et arbitrages.
2. Travaillera avec le SCFP national afin d'identifier des ressources additionnelles pour soutenir les sections locales confrontées à ces défis sans précédent. Ces ressources devraient inclure, mais sans y être limité, un soutien juridique, les coûts et l'éducation au sujet de ces enjeux.

Parce que :

- La COVID-19, et les décrets qui en ont découlé, ont posé des défis pour tous les secteurs de notre syndicat. Ces défis ont touché nos membres, nos sections locales et la façon dont le travail du syndicat est fait. La protection des droits de nos membres est non seulement un principe clé de notre constitution mais également la pierre angulaire du syndicalisme. En respectant ce principe, les sections locales ont encouru des dépenses imprévues, tant monétaires que personnelles.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 60**Présentée par le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario du SCFP**

Le SCFP-Ontario :

Mobilisera les membres du SCFP et les coordonnera afin de défendre les services publics et d'aider les sections locales à lutter contre la négociation avec concession alors que le prochain gouvernement provincial voudra équilibrer son budget après les dépenses très importantes entraînées par la COVID-19.

Parce que :

- L'Ontario a un important déficit provincial.
- Ce gouvernement est déterminé, comme l'était son prédécesseur, à équilibrer son budget et à ne pas augmenter les impôts des sociétés ou des riches, ce qui fait en sorte que ce que le gouvernement préfère pour équilibrer son budget est de couper dans les dépenses du secteur public et de restreindre la rémunération.
- Il y aura des attaques contre nos conventions collectives et des efforts pour privatiser les services alors que les dépenses pour le secteur public sont étouffées et réduites.
- Nos membres ont été confrontés à des années de réelles pertes de salaire par rapport à l'inflation et ils lutteront si le syndicat fait preuve de leadership.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 61

Présentée par le Comité de coordination des employés municipaux de l'Ontario du SCFP

Le SCFP-Ontario :

1. S'opposera à la fusion des services de santé publics.
2. Exercera des pressions sur le gouvernement provincial afin qu'il maintienne notre niveau actuel de services locaux, qu'il rétablisse, au minimum, les ratios de financement précédents et assure un financement adéquat à l'avenir.

Parce que :

- Il n'y a aucune preuve que la centralisation des services entraîne une prestation plus efficace et rentable et cela pourrait entraîner la perte d'emplois et de services locaux.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 62

Présentée par le Comité de défense des travailleurs blessés du SCFP-Ontario et la section locale 3902

Le SCFP-Ontario :

Luttera contre les initiatives du gouvernement provincial qui privatisent des parties de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail par l'entremise d'un engagement public et d'une participation à des consultations gouvernementales, publiques et syndicales.

Parce que :

- La privatisation et la déréglementation sont les voies pour les coupures budgétaires qui menacent la structure de nos services publics.
- Les programmes de rémunération des travailleurs doivent être axés sur les travailleurs, non pas sur les employeurs et les primes de rendement.
- La pandémie de la COVID-19 a mis en lumière les inégalités et l'importance de garder nos services publics et accessibles pour tous les Ontariens.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 63

Présentée par le Comité de coordination des travailleurs des soins de santé de l'Ontario du SCFP

Le SCFP-Ontario :

Fera énergiquement campagne pour une augmentation de salaire importante et souhaitable depuis longtemps dans l'ensemble du secteur de la santé.

Parce que :

- Une augmentation de salaire de 3 \$ de l'heure pour les préposés aux services de soutien à la personne était un bon début.
- Il continue d'y avoir d'importants manques de personnel dans le secteur de la santé – y compris de graves manques dans les maisons de retraite, les établissements de soins de longue durée et les soins à domicile.
- Le projet de loi 124 n'a fait qu'exacerber la situation et ciblé injustement les femmes racisées.
- Une proposition provinciale de réintroduire les appels d'offres concurrentiels entraînera davantage de privatisation, ce qui ne fait que contribuer à de bas salaires, une mauvaise qualité de soins et des lieux de travail malsains.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 64
Présentée par la section locale 3261

Le SCFP-Ontario :

1. Créera et financera une campagne provinciale pour mettre fin à la privatisation des universités de l'Ontario et exiger de bons emplois pour tous dans chaque université.
2. Développera du matériel pour que les sections locales puissent éduquer leurs membres au sujet de la menace de privatisation dans les universités et guider les sections locales afin qu'elles puissent créer des campagnes d'organisation internes pour développer le pouvoir des membres et assurer une grande participation aux activités de leur section locale.
3. Fera campagne pour exercer des pressions sur les universités afin qu'elles adoptent des politiques de salaire équitable au-dessus du seuil minimal pour les normes d'emploi.
4. Établira des liens significatifs entre la campagne de Justice for Workers / le mouvement Decent Work et les campagnes de lutte contre la privatisation du SCFP dans le but d'assurer une solidarité maximale entre les travailleurs au sein de structures, comme les lieux de travail, les quartiers et les circonscriptions provinciales.

Parce que :

- La privatisation est un outil utilisé par les universités pour réduire les normes de travail, liquer les travailleurs les uns contre les autres et affaiblir les syndicats.
- La privatisation a une incidence raciste et sexiste parce qu'elle entraîne la hiérarchisation au sein des universités et les travailleurs noirs, autochtones et racisés sont disproportionnellement représentés dans les emplois où les salaires et les avantages sociaux sont moins élevés.
- De meilleures normes de travail créeront des pressions négatives sur les « privatiseurs » et les exploitants à but lucratif.
- Les travailleurs syndiqués et non syndiqués devront développer leur pouvoir au sein de leurs structures, comme les lieux de travail, les quartiers et les circonscriptions provinciales, pour créer les pressions nécessaires afin d'obtenir de meilleures normes pour tous.

Décision du Congrès :

Adoptée

Rejetée

Référée

Résolution n° 65**Présentée par le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario du SCFP**

Le SCFP-Ontario :

1. Mobilisera les membres du SCFP de tous les secteurs, tel que demandé par le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario, afin qu'ils participent à des actions communautaires en soutien à la négociation du front commun pour le personnel infirmier, de soutien, des services et de bureau dans le secteur hospitalier dans le cadre de la campagne du Conseil pour conclure une convention collective juste au printemps et à l'automne 2022.
2. Soulignera la campagne « Respectez-nous. Protégez-nous. Payez-nous. » sur son site Web et ses plateformes de médias sociaux.

Parce que :

- Dans le cadre de la négociation, la main-d'œuvre de la santé a de la difficulté à obtenir des protections pour s'attaquer au taux de décès terrible causé par la COVID-19 au sein du personnel à qui on a refusé les précautions les plus essentielles pour travailler en toute sécurité.
- La main-d'œuvre de la santé a connu des années sans réelles augmentations de salaire et elle exercera des pressions, dans le cadre de la négociation de cette année, pour régler cette situation.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 66**Présentée par le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario du SCFP**

Le SCFP-Ontario :

1. Mobilisera les membres du SCFP afin de soutenir la campagne du Comité de coordination des travailleurs des soins de santé et du Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario-SCFP visant à exhorter le gouvernement provincial à :
 - a. passer beaucoup plus rapidement à quatre heures de soins dans les établissements de soins de longue durée;
 - b. commencer à convertir les établissements de soins de longue durée à but lucratif actuels en établissements sans but lucratif.

Parce que :

- Au total, 4 000 personnes âgées sont décédées dans les établissements de soins de longue durée pendant la COVID-19, plusieurs de déshydratation, de malnutrition et dans des conditions déplorables qui ont été révélées par les Forces armées canadiennes – plus que dans n'importe quel autre pays ayant une économie de marché avancée, et les trois quarts sont décédées dans des établissements de soins à but lucratif.
- Le taux de décès de 5,7 % dans les établissements à but lucratif par rapport à un taux de 2,8 % dans les établissements sans but lucratif et un taux de 1,4 % dans les foyers municipaux est directement lié à des niveaux de dotation en personnel plus élevés.
- Nous pouvons nous permettre de passer à une norme de soins plus élevée et nous devrions le faire immédiatement pour le bien de ces personnes âgées.
- Il est possible de convertir les établissements à but lucratif en établissements sans but lucratif en prenant en charge tous les travailleurs et en assurant une bien meilleure qualité de vie pour ces personnes âgées.

Décision du Congrès :**Adoptée****Rejetée****Référée**

Résolution n° 67

Présentée par le Comité de coordination des employés municipaux de l'Ontario du SCFP

Le SCFP-Ontario :

S'opposera à toute tentative de privatiser la collecte des bacs bleus ou d'autres emplois dans le domaine du recyclage effectués présentement par des membres du SCFP.

Parce que :

- Il a été prouvé que la privatisation ne diminue pas les coûts ou ne permet pas d'offrir de meilleurs services.
- De bons emplois syndiqués payants profitent à toute la collectivité.
- Le coût et la prestation de ces services devraient continuer d'être transparents et les services devraient être responsables à l'égard de la population.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 68**Présentée par le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario du SCFP**

Le SCFP-Ontario :

1. S'opposera au transfert du travail des services de soins à domicile et de soins communautaires.
2. S'opposera à la privatisation des services de soins à domicile et de soins communautaires.
3. Protégera les emplois et les conditions de travail des travailleurs des services de soins à domicile et de soins communautaires.
4. S'opposera à la réintroduction des appels d'offres concurrentiels ou à la concurrence dirigée dans les services de soins à domicile.
5. Soutiendra le développement d'un système de soins à domicile entièrement public.

Parce que :

- Le gouvernement conservateur de Doug Ford prévoit transférer le travail des services de soins à domicile et de soins communautaires aux Équipes Santé Ontario et les réduire.
- Le plan comprend le transfert du travail à des entreprises de soins à domicile à but lucratif.
- Le gouvernement conservateur de Doug Ford a refusé de faire quelque promesse que ce soit à l'effet que la restructuration qui est proposée assurera une sécurité d'emploi ou une protection des conditions de travail pour la main-d'œuvre majoritairement féminine des services de soins à domicile et de soins communautaires.
- Les services de soins à domicile et de soins communautaires sont un des derniers secteurs de l'offre de soins à domicile par le secteur public, et donc un des rares qui offre des soins de grande qualité et des conditions de travail décentes.
- Le gouvernement examine la possibilité de ramener les appels d'offres concurrentiels dans les soins à domicile, avec une décision qui pourrait être prise à tout moment.
- La sous-traitance ajoute des coûts de surveillance supplémentaires, tandis qu'un système public offrira un système de soins à domicile efficace et vraiment intégré.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 69

Présentée par le Comité de coordination des travailleurs des soins de santé de l'Ontario du SCFP

Le SCFP-Ontario :

Appuiera une campagne contre la privatisation des services de soins de longue durée et des services en milieu hospitalier.

Parce que :

- Le gouvernement provincial transfère les niveaux de soins autres, les services de rétablissement, les soins de convalescence et autres soins aux patients en dehors des établissements de soins actifs vers des hôtels aux quatre coins de la province.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 70**Présentée par le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario du SCFP**

Le SCFP-Ontario :

1. Mobilisera les membres du SCFP afin qu'ils soutiennent la campagne de la Coalition ontarienne de la santé et du Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario-SCFP contre la privatisation des services en milieu hospitalier alors que le gouvernement de Doug Ford :
 - a. transfère les niveaux de soins autres, les services de rétablissement, les soins de convalescence et autres soins aux patients en dehors des établissements de soins actifs vers des établissements appartenant au secteur privé et administrés par le secteur privé, comme Greystone à Ottawa;
 - b. transfère les chirurgies, les diagnostics et les interventions vers des hôpitaux privés et des établissements de soins indépendants.

Parce que :

- Les études montrent des taux de décès plus élevés de 2 % dans les hôpitaux privés et de 8 % dans les cliniques privées, et des coûts beaucoup plus élevés.
- Les hôpitaux et les cliniques privés augmentent les délais d'attente dans les hôpitaux publics en choisissant les chirurgies les plus faciles à faire et laissant les plus complexes au système public.
- Les hôpitaux privés puisent leur personnel dans le système public, aggravant l'accès et la qualité et rallongeant les temps d'attente.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 71
Présentée par la section locale 1281

Le SCFP-Ontario :

Élaborera et mettra en œuvre une éducation et une formation pour les membres afin qu'ils comprennent et réagissent au harcèlement sexuel et à la violence sexuelle au travail, dont une formation sur la façon de réagir à la violence ou au harcèlement sur le coup (en tant que spectateur ou témoin) et des pratiques qui tiennent compte des traumatismes pour traiter les divulgations et déposer des plaintes pour harcèlement sexuel et violence sexuelle.

Parce que :

- Les membres du SCFP sont souvent témoins d'incidents de harcèlement ou sont le premier point de contact pour une personne qui rapporte un incident.
- Les membres ont besoin d'une formation et d'outils pratiques afin de soutenir adéquatement les personnes qui ont été victimes de harcèlement sexuel ou de violence sexuelle.
- Lorsque les membres sont adéquatement préparés en ayant reçu une formation, ils peuvent être plus confiants, sensibles et efficaces en soutenant des personnes avec le processus de plainte.
- Une meilleure formation et une meilleure sensibilisation au sujet de ces processus habiliteront également les membres à promouvoir de manière plus efficace des politiques plus musclées en matière de harcèlement sexuel et de violence sexuelle aux lieux de travail.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 72
Présentée par la section locale 3903

Le SCFP-Ontario :

Élaborera une formation sur la violence et le harcèlement sexuels en collaboration avec des coalitions provinciales de centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle, des militants de la lutte contre le racisme et des groupes communautaires, des organisations de défense des droits des personnes handicapées et des organisations de défense des droits des personnes allosexuelles. Des modules de formation seront distribués largement dans l'ensemble des sections locales pour commentaires.

Parce que :

- Toutes les formations devraient fonctionner avec une grille intersectionnelle qui reconnaît la façon dont la violence sexuelle et la violence fondée sur le genre est vécue différemment en fonction du recoupement des oppressions qui constituent la réalité matérielle de la vie d'une personne.
- Changer la culture de nos sections locales nécessitera de la formation et des ateliers sur la façon de répondre aux cas de violence sexuelle et de violence fondée sur le genre.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 73

Présentée par la section locale 1281, le Comité de la santé et de la sécurité du SCFP-Ontario et le Comité des jeunes travailleurs du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

1. Exercera des pressions sur le SCFP national afin qu'il rende plus de formations et d'ateliers en santé et sécurité disponibles aux travailleurs et aux sections locales, en termes de quantité et de sujets.
2. Demandra que le SCFP national le fasse le plus rapidement possible et faire un suivi en présentant une résolution au prochain Congrès national si aucune action n'a encore été prise.
3. Demandra spécifiquement que des ateliers soient disponibles sur les sujets suivants :
 - a. les droits des travailleurs en matière de santé et de sécurité;
 - b. les droits en matière de santé et de sécurité des représentants des comités conjoints de la santé et de la sécurité;
 - c. les risques psychosociaux au travail, y compris la discrimination raciste et fondée sur le genre;
 - d. la reconnaissance du harcèlement et de la violence au travail, ainsi que du harcèlement et de la violence sexuels, et la lutte contre ces derniers.
4. Demandra spécifiquement que des boîtes à outils, contenant du matériel pour chaque atelier, soient disponibles pour les sections locales afin que ces ateliers puissent être adaptés et présentés à l'échelle locale.

Parce que :

- Les places pour participer à des formations en santé et sécurité du SCFP national se remplissent des mois à l'avance.
- Les formations actuelles en santé et sécurité du SCFP national ne répondent pas à la demande.
- Les travailleurs ont besoin d'aide pour acquérir les connaissances dont ils ont besoin pour faire des recommandations à leurs comités conjoints de la santé et de la sécurité, négocier des gains en matière de santé et de sécurité et s'organiser sur les questions liées à la santé et à la sécurité au travail.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 74

Présentée par la section locale 1281 et la section locale 3902

Le SCFP-Ontario :

1. Proposera, de façon urgente et par l'entremise d'une résolution au prochain Congrès national si aucune action n'a encore été prise, que le SCFP national :
 - a. élabore des ateliers sur la lutte contre le fascisme afin d'apprendre aux membres du SCFP des quatre coins du pays comment :
 - i. s'organiser collectivement contre le fascisme et la suprématie blanche;
 - ii. lutter individuellement contre le fascisme et la suprématie blanche;
 - iii. promouvoir des points de vue antifascistes dans des endroits publics et privés;
 - iv. fournir une boîte à outils avec du matériel d'atelier aux sections locales afin que ces ateliers puissent être adaptés et présentés à l'échelle locale.
 - b. Élaborera, financera et mettra en œuvre une campagne afin susciter l'intérêt et la participation à ces ateliers.

Parce que :

- Le SCFP-Ontario s'oppose à l'antisémitisme, à l'islamophobie, au racisme à l'égard des Noirs, au racisme à l'égard des Autochtones, à la transphobie, à l'homophobie, à la suprématie blanche et à toutes les formes de discrimination religieuse, de racisme et de haine.
- Les entreprises profitent de la prolifération de la haine au sein de notre société.
- Le fascisme, le racisme et la suprématie blanche n'ont pas leur place au sein de notre syndicat.
- Le fascisme, le racisme et la suprématie blanche n'ont pas leur place au sein du mouvement syndical.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 75
Présentée par la section locale 1281

Le SCFP-Ontario :

1. Élaborera des ateliers afin d'informer les membres du SCFP des quatre coins de la province au sujet :
 - a. du manque de financement continu pour les services de soutien communautaires;
 - b. de la sécurité des collectivités et des solutions alternatives à la police;
 - c. du rôle du racisme, de la transphobie, de la psychophobie, du capacitisme et de l'homophobie dans la criminalisation des communautés marginalisées;
 - d. de la violence inégale utilisée par les forces policières contre les communautés de personnes racisées, handicapées, souffrant de problèmes de santé mentale, marginalisées et LGBT+.
2. Fournira une boîte à outils avec le matériel des ateliers aux sections locales afin que ces ateliers puissent être adaptés et être offerts à l'échelle locale.
3. Élaborera, financera et mettra en œuvre une campagne pour susciter un intérêt et une participation à ces ateliers.

Parce que :

- Le SCFP-Ontario s'oppose à toutes les formes d'oppression, y compris le racisme à l'égard des Noirs, le racisme à l'égard des Autochtones, l'antisémitisme, l'islamophobie, la suprématie blanche, le classisme, la psychophobie, l'homophobie et la transphobie, particulièrement lorsqu'elles sont perpétrées par l'État.
- Le SCFP-Ontario a un passé d'habilitation des membres afin qu'ils s'organisent et deviennent des acteurs du changement à l'échelle locale et communautaire sur des préoccupations importantes pour eux.
- L'éducation des membres du SCFP est essentielle pour assurer le changement.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 76
Présentée par la section locale 3902

Le SCFP-Ontario :

1. Proposera, de façon urgente et par l'entremise d'une résolution au prochain Congrès national si aucune action n'a encore été prise, que le SCFP national :
 - a. élabore des ateliers afin d'informer les membres du SCFP au sujet :
 - i. du sous-financement continu des services de soutien communautaires;
 - ii. des services de soutien communautaires et de la montée de la surveillance policière;
 - iii. du rôle du racisme, de la transphobie et de l'homophobie dans la surveillance policière;
 - iv. du rôle de la police au sein du mouvement syndical;
 - v. de la violence inégale que les forces policières exercent sur les personnes racisées, marginalisées et LGBTQA+.
 - b. fournisse une boîte à outils avec le matériel des ateliers aux sections locales afin que ces ateliers puissent être adaptés et présentés à l'échelle locale;
 - c. élabore, finance et mette en œuvre une campagne pour susciter un intérêt et une participation à ces ateliers.

Parce que :

- Le SCFP-Ontario s'oppose à toutes les formes d'antisémitisme, d'islamophobie, de racisme à l'égard des Noirs, de racisme à l'égard des Autochtones et de suprématie blanche, même lorsqu'elles sont perpétrées par l'État.
- Le SCFP-Ontario a un passé d'habilitation des membres afin qu'ils s'organisent et deviennent des acteurs du changement à l'échelle locale et communautaire sur des préoccupations importantes pour eux.
- L'éducation des membres du SCFP est essentielle pour assurer le changement.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Résolution n° 77**Présentée par le Comité de défense des travailleurs blessés du SCFP-Ontario**

Le SCFP-Ontario :

1. Priorisera une formation sur l'indemnisation des accidents du travail pour les membres et créera des programmes de formation et du matériel afin d'atteindre cet objectif, y compris l'élaboration d'un cours condensé sur la CSPAAT.
2. Fournira des soutiens financiers (bourses d'études / subventions) conçus pour les petites sections locales afin d'envoyer des membres aux cours de formation sur l'indemnisation des accidents du travail et offrira des ateliers à l'échelle locale afin qu'un plus grand nombre de membres puissent recevoir une formation sur principes fondamentaux de l'indemnisation des accidents du travail.

Parce que :

- Les travailleurs blessés continuent de travailler alors qu'ils ont été blessés au travail.
- Il y a une sous-déclaration chronique des blessures par les travailleurs blessés.
- Si les membres étaient informés au sujet du système, ils déclareraient leurs accidents de travail et auraient accès aux prestations auxquelles ils ont droit.
- Les membres souffrent d'avoir dû travailler pendant la COVID et ils ont besoin de soutien.
- Les travailleurs blessés peuvent se retrouver dans une situation financière précaire dans le cadre du processus de 'présomption' établi par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT).

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

MODIFICATIONS AUX STATUTS

MODIFICATIONS AUX STATUTS

Alinéa 4 (d) 3	N° CA1
Alinéa 8 (e) 1 et alinéa 8 (e) 9	N° CA2
Sous-alinéa 8 (e) 3 c)	N° CA3
Paragraphe 4 (k)	N° CA4
Paragraphe 4 (m)	N° CA5
Paragraphe 4 (n)	N° CA6

RAPPORT DU COMITÉ DES STATUTS POUR 2022

Le 18 mars 2022

Nous sommes heureux de siéger au Comité des Statuts en préparation pour le Congrès de 2022 du SCFP-Ontario. Nous avons fait de notre mieux pour représenter les intérêts du SCFP-Ontario et de tous ses membres, sections locales, secteurs, comités et conseils, ainsi que pour aider le Congrès à examiner adéquatement les questions importantes soulevées dans ces modifications aux Statuts.

Étant donné le format du Congrès cette année, le Comité des Statuts reconnaît que le temps sera limité pour que le Congrès puisse faire son travail de vote sur les modifications aux Statuts et il espère que le Congrès tentera de traiter de manière efficace du plus grand nombre de modifications possible, dans le temps disponible.

Le Comité des Statuts s'est réuni les 17 et 18 mars 2022, sur Zoom, et il a examiné un total de six modifications aux Statuts présentées par des sections locales du SCFP, des conseils régionaux du SCFP et le Conseil exécutif du SCFP-Ontario.

Dans de nombreux cas, nous avons apporté des corrections mineures pour voir à ce que les modifications identifiaient correctement les articles des Statuts qui étaient ciblés pour modifications et, dans certains cas, pour assurer la conformité avec le but visé dans la section « Parce que » de la modification proposée.

Le Comité des Statuts aimerait remercier Shadi Golic, Garyan Martin et Meaghan Dixon, membres du personnel du SCFP-Ontario, le Conseil exécutif, Ryan Culpepper, Elizabeth Nurse et Devon Paul, membres du personnel du SCFP national, ainsi que toutes les personnes qui ont pris le temps et fait l'effort de présenter des modifications aux Statuts.

Nous aimerions également remercier Susan Gapka, la présidente du Comité d'examen des Statuts du SCFP-Ontario et l'agente de liaison du Conseil exécutif, qui a assisté à nos réunions et nous a aidés à comprendre le but derrière les propositions de modifications présentées par le Conseil exécutif.

Si vous souhaitez communiquer avec le Comité des Statuts, il est possible de le faire en communiquant par courriel avec le confrère Culpepper à l'adresse suivante : constitution@cupe.on.ca. Veuillez inclure les mots « Statuts / Constitution » à la ligne « Sujet ».

Nous soumettons notre rapport et nous souhaitons un congrès utile et productif.

Nous vous prions d'accepter nos sentiments de solidarité.

Liz James (elle) – Coprésidente	Section locale 1479
Morgan Speare (elle) – Coprésidente	Section locale 1989
Colleen Ferreira (elle)	Section locale 1356

Juanita Forde (elle)

Section locale 2191

Rob Kerfoot (lui)

Section locale 905

Susan Gapka (elle) / Conseil exécutif

Section locale 2998

MODIFICATIONS AUX STATUTS

Modification aux Statuts n° CA1

Présentée par la section locale 1281, la section locale 2191, la section locale 2316, la section locale 7797, le Conseil régional de Toronto du SCFP et le Conseil régional de Durham Northumberland du SCFP

Le SCFP-Ontario :

Modifiera l'alinéa 4 (d) 3 des Statuts du SCFP-Ontario comme suit :

3. De plus, toutes les sections locales, tous les conseils régionaux, tous les conseils de négociation et toutes les autres organisations affiliées peuvent envoyer ~~un~~ **des** ~~délégués retraités~~, avec droit de parole mais sans droit de vote, sauf dans le cadre d'un vote au sein d'un caucus de délégués retraités inscrits pour élire leur représentant, ~~comme suit~~ :

Nombre de membres	Nombre de délégués retraités
1 à 200	Un
201 ou plus	Deux

Parce que :

Après un examen approfondi, la Réunion semi-annuelle des retraités du SCFP-Ontario a décidé de présenter cette modification afin de mobiliser et de recruter davantage les retraités du SCFP pour les faire participer au travail et aux campagnes du syndicat au sein des sections locales, des conseils régionaux, des conseils de négociation et d'autres organisations affiliées.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Modification aux Statuts n° CA2
Présentée par le Conseil exécutif du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

Modifiera l'alinéa 8 (e) 1 des Statuts du SCFP-Ontario comme suit :

- (e) 1. Le Conseil exécutif nommera les membres des comités permanents suivants, ainsi que les présidents de ces comités comme suit :

Comité de la justice climatique	Quatre membres du Conseil exécutif, dont au moins deux seront des représentants des secteurs ou des représentants des conseils de négociation, un membre du Conseil des Autochtones, un membre du Comité de la justice raciale et deux membres à titre personnel (y compris les retraités) nommés par le Conseil exécutif.
Comité de la Caisse de défense	Un membre, le président et le secrétaire-trésorier
Comité de l'éducation	Trois membres et un président
Comité de la santé et de la sécurité	Un membre nommé de chaque secteur, deux membres élus lors de la Conférence du Comité de la santé et de la sécurité et du Comité de défense des travailleurs blessés, les années paires, et un agent de liaison du Conseil exécutif
Comité des droits de la personne	Le représentant du Comité des travailleurs racisés au Conseil exécutif, le représentant du Conseil des Autochtones au Conseil exécutif, le représentant du Comité du triangle rose au Conseil exécutif, le représentant du Comité des travailleurs ayant un handicap au Conseil exécutif, la représentante du Comité des femmes au Conseil exécutif, le représentant du Comité des jeunes travailleurs au Conseil exécutif et un membre du Comité de la solidarité internationale
Comité de défense des travailleurs blessés	Un membre nommé de chaque secteur, deux membres élus lors de la Conférence du Comité de la santé et de la sécurité et du Comité de défense des travailleurs blessés, les années paires, et un agent de liaison du Conseil exécutif
Comité des présidents des secteurs	Les dirigeants du Conseil exécutif et les représentants de chaque secteur au Conseil exécutif

Comité des pensions	Deux membres, le représentant provincial des retraités et un président
Comité des gens de métier	Un membre du Conseil exécutif et un membre nommé de chaque secteur
Comité de la violence au travail	Un membre nommé de chaque secteur

De plus, il ajoutera un NOUVEL alinéa 8 (e) 9 comme suit :

À la lumière de la hausse des émissions de gaz à effet de serre qui est directement liée à une augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes en Ontario et partout dans le monde, le mandat du Comité de la justice climatique sera de promouvoir l'éducation des membres du SCFP-Ontario, une politique publique et une action pour lutter contre les conséquences de la crise climatique mondiale sur les travailleurs et les collectivités de l'Ontario, ainsi que nos lieux de travail.

Parce que :

L'urgence climatique exige que le SCFP-Ontario officialise ce travail important.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Modification aux Statuts n° CA3
Présentée par le Conseil exécutif du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

Modifiera le sous-alinéa 8 (e) 3 c) des Statuts du SCFP-Ontario comme suit :

- c) Il y aura six comités, soit le Comité du triangle rose, le Comité des travailleurs ayant un handicap, le Comité de la justice raciale, le Conseil des Autochtones, le Comité des jeunes travailleurs et le Comité de la solidarité internationale. Les membres de ces comités seront élus les années impaires, dans le cadre de la Conférence sur les droits de la personne, par leur caucus respectif ou lors d'une séance plénière, comme il convient.

Sept membres seront élus par leur caucus respectif ou lors d'une séance plénière, comme il convient

Le Comité des jeunes travailleurs aura droit à un membre additionnel élu par les jeunes travailleurs ~~au Caucus du Nord de l'Ontario, organisé dans le cadre du congrès, les années impaires~~ **du nord de l'Ontario dans le cadre de la Conférence du nord de l'Ontario du SCFP national qui a lieu les années paires.**

Si un poste au sein de l'un ou l'autre de ces six comités devient vacant de manière permanente, le poste sera offert aux candidats défaits qui se sont présentés à ce poste, et ce dans l'ordre des votes obtenus lors de l'élection précédente en caucus, à condition qu'ils obtiennent au moins 25 % du total des votes exprimés. Si le poste vacant ne peut être pourvu de cette manière, le Conseil exécutif nommera une personne, en collaboration avec le comité concerné, à la prochaine réunion régulière du Conseil exécutif prévue à l'horaire

Parce que :

Ce changement facilitera l'élection d'un représentant du nord de l'Ontario au sein du Comité des jeunes travailleurs et incitera les jeunes travailleurs du nord de l'Ontario à participer et à se porter candidats.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Modification aux Statuts n° CA4
Présentée par le Conseil exécutif du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

Retirera le paragraphe 4 (k) des Statuts du SCFP-Ontario et le remplacera par ce qui suit :

Article 4

(k) Ordre du jour du congrès

L'ordre du jour du congrès comprendra ce qui suit :

1. **L'énoncé sur l'égalité, la Reconnaissance du territoire et la Reconnaissance des personnes d'ascendance africaine**
2. **Les rapports provisoires et finaux du Comité des lettres de créance**
3. **Le rapport du président**
4. **Le rapport du secrétaire-trésorier**
5. **Le rapport des syndics**
6. **Le rapport du Comité des voies et moyens et l'approbation du budget**
7. **Les mises en candidature et les élections**
8. **Les rapports des comités du congrès**
9. **Les résolutions**
10. **Les modifications aux Statuts**
11. **Le débat sur le plan d'action et son adoption**
12. **L'assermentation des représentants élus**
13. **Affaires autres**

Parce que :

Le libellé actuel du paragraphe 4 (k) soulignant l'ordre des travaux est désuet et ce nouveau libellé reflète fidèlement les activités qui se déroulent depuis de nombreuses années dans le cadre des congrès du SCFP-Ontario. Le libellé permet également que l'ordre des points soit changé comme c'est déjà le cas.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Modification aux Statuts n° CA5
Présentée par le Conseil exécutif du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

Modifiera le paragraphe 4 (m) des Statuts du SCFP-Ontario comme suit :

(m) Rapports du Conseil exécutif au congrès

Les membres du Conseil exécutif et les présidents des comités permanents présenteront des rapports écrits au congrès sur toutes les tâches effectuées au cours de leur mandat, et les soumettront, si possible, au moins 45 jours avant le congrès. Les rapports contiendront toute l'information sur la disposition des résolutions du dernier congrès référées ~~à des dirigeants ou des présidents~~ **au Conseil exécutif**. Ces rapports feront partie du rapport général du congrès.

Parce que :

En retirant la référence à « à des dirigeants et des présidents » et en remplaçant ce libellé par « le Conseil exécutif » constitue de l'administration interne pour voir à ce que les Statuts reflètent la pratique actuelle au SCFP-Ontario.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------

Modification aux Statuts n° CA 6
Présentée par le Conseil exécutif du SCFP-Ontario

Le SCFP-Ontario :

Modifiera le paragraphe 4 (n) des Statuts du SCFP-Ontario comme suit :

(n) **Rapport du congrès**

Un rapport récapitulatif du congrès sera préparé par ~~le secrétaire-trésorier, sous la supervision du président,~~ **le SCFP-Ontario** et envoyé à toutes les sections locales affiliées ~~et aux délégués accrédités, et, si possible, un tel rapport sera complété.~~ **Le rapport du congrès sera distribué** au plus tard quatre mois suivant la levée du congrès.

Parce que :

Le libellé actuel est désuet et inexact et le libellé proposé reflète la pratique de longue date du SCFP-Ontario concernant les rapports du congrès.

Décision du Congrès :	Adoptée	Rejetée	Référée
------------------------------	----------------	----------------	----------------